

L'inoxydable modèle suédois

Du modèle de société au modèle de gouvernement

Stéphane Boujnah

Stéphane Boujnah est co-fondateur d'EN TEMPS REEL. Il a été avocat au cabinet international Freshfields, puis conseiller au cabinet de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Economie des Finances et de l'Industrie. Au cours des dernières années, il a animé à Londres l'équipe fusions-acquisitions européenne de Credit Suisse First Boston Technology Group. Il a été co-fondateur de SOS Racisme en 1984.

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	9
1. UN MODELE DE CONSERVATION DU POUVOIR ?	16
1.1 GAGNER LES ELECTIONS	16
1.1.1 Calme plat ...	16
1.1.2 Le vent se lève	27
1.2 FUSIONNER AVEC LA SOCIETE DU JUSTE MILIEU	36
1.2.1 Les individus du juste milieu ...	37
1.2.2 Dans la collectivité du juste milieu	41
1.3 MAINTENIR LE REGIME SOCIAL DEMOCRATE	44
1.3.1 Le « Parti Unique » ...	44
1.3.2 Dans un cadre profondément démocratique	52
2. UN MODELE DE GESTION PUBLIQUE ?	60
2.1 HUIT ANNEES DE REFORMES STRUCTURELLES	61
2.1.1 La gestion de crises	61
2.1.2 Les choix de modernisation	63
2.2 L'ADAPTATION SOUPLE A LA MONDIALISATION	70
2.2.1 Vers la société multiculturelle	71
2.2.2 Réinventer des frontières	76
CONCLUSION	82
ANNEXES	85
1 - Personnes interviewées	
2 - Participation des femmes à la vie politique	
3 - Données macro-économiques	
4 - Protection sociale, natalité et chômage	
5 - Formation	
6 - Immigration	

AVANT-PROPOS

Il est une grave maladie intellectuelle qui frappe une grande partie de l'expression politique française du moment. Cette maladie consiste à considérer que tout ce qui est pensé et conçu en France a nécessairement une portée universelle, alors que ce qui est pensé et conçu en dehors de nos frontières serait nécessairement provincial. La forme bénigne de cette maladie consiste à concéder que des idées intéressantes peuvent certes émerger hors de France, mais que ces idées sont tellement spécifiques à des réalités locales éloignées, ou que l'exception française transcende tellement toutes les comparaisons internationales, qu'il est vain de vouloir s'inspirer des solutions développées ailleurs par d'autres à qui nous ne ressemblons pas, ni ne voulons ressembler. Au delà de la caricature, cette maladie intellectuelle s'exprime fréquemment pour justifier les conservatismes les plus honteux qui sclérosent la France de ce début de siècle.

Et pourtant, près de 9 millions d'hommes et de femmes qui vivent en Suède, au nord de l'Europe, sont-ils si différents des 60 millions d'hommes et de femmes qui vivent en France, à l'ouest de l'Europe, au point que la manière dont les uns organisent le débat politique, gèrent les contraintes économiques internationales et s'efforcent de maintenir une certaine cohésion sociale, serait indifférente aux autres. On invoquera les multiples réalités objectives qui nous séparent, au premier rang desquelles des traditions historiques distinctes comme la neutralité internationale, l'influence de Martin Luther et le pragmatisme réformateur. Ce document s'efforce, pour la pureté de l'analyse, d'identifier les pesanteurs du temps qui expliquent en grande partie la société suédoise d'aujourd'hui.

Néanmoins, quand l'humoriste français Pierre Dac disait « plus le temps passe, moins on a de chances de rencontrer des gens qui ont connu Napoléon », il pointait une réalité à la fois banale et puissante dans l'Europe d'aujourd'hui : la lente dilution des spécificités nationales héritées de l'histoire dans un processus de profonde convergence des modes de vie. Chaque soir, l'organisation de la société, les habitudes de consommation, le fonctionnement démocratique ou encore les relations avec les autres habitants de la planète sont plus proches en France et en Suède qu'elles ne l'étaient

au petit matin. À l'intérieur de l'Union Européenne de ce début de siècle, chaque journée accroît le métissage institutionnel, réglementaire, culturel, social, industriel et même humain. Dès lors, comme avec les autres pays de l'Union Européenne, la question n'est plus de dissenter combien nous avons été différents dans le passé mais plutôt de mesurer combien, dans les années qui viennent, ce que pensent les Suédois influencera de plus en plus ce que vivent les Français, et réciproquement.

Comprendre ce qui subsiste du modèle social suédois et appréhender comment s'est constitué un modèle de gouvernement suédois, c'est analyser comment un pays profondément démocratique a pu laisser prospérer depuis 70 ans un parti social-démocrate hégémonique. Car si l'on perçoit souvent la France comme la plus monarchique des républiques, la Suède est probablement la démocratie parlementaire qui se rapproche le plus d'un régime à parti unique. Comprendre ce modèle de gouvernement c'est aussi analyser comment un parti social-démocrate peut tout à la fois garder durablement la confiance des électeurs, préserver des liens étroits avec les classes populaires et le mouvement syndical, renouveler en permanence les hommes et les femmes en charge de l'action publique, conduire des mutations intellectuelles et idéologiques profondes pour réformer les piliers traditionnels du modèle social suédois et pour s'insérer dans la mondialisation, combattre les corporatismes et gérer le changement en permanence.

Dans une Europe où la gauche recule partout et où souvent, comme cela semble être le cas en France pour le moment, elle succombe aux tentations du douillet sanctuaire idéologique, les mutations et les succès électoraux des sociaux-démocrates suédois ne peuvent que susciter l'intérêt. Les socialistes ou les sociaux-démocrates ont été battus en 1996 en Espagne, en 1999 en Autriche, en 2001 en Italie et au Danemark, en 2002 au Portugal, en France et aux Pays-Bas. Si l'on écarte le cas particulier du Pasok grec qui a gagné les élections en 2000, les sociaux-démocrates qui se maintiennent au pouvoir en Europe sont aussi ceux qui sont allés le plus loin dans les efforts de rénovation intellectuelle et programmatique. La victoire des sociaux-démocrates suédois, le 15 septembre 2002, intervient un an après la réélection des travaillistes de Tony Blair en Grande-Bretagne et une semaine avant celle des sociaux-démocrates allemands le 20

septembre 2002. Les faits sont têtus : en Europe, les sociaux-démocrates réformateurs gagnent les élections, les socialistes figés dans l'immobilisme ou n'assumant pas les choix réformistes les perdent.

Ce document n'est pas une analyse exhaustive de la Suède moderne. Il tente simplement de mesurer ce qui subsiste du modèle suédois et de comprendre comment ce pays parvient à affronter, souvent de manière assez efficace, les chocs qui frappent les autres sociétés européennes : qu'il s'agisse de conduire des réformes structurelles comme le financement de la protection sociale, l'école ou la santé, ou d'absorber en souplesse les effets de la mondialisation comme la gestion de l'immigration, la construction européenne ou la nouvelle donne stratégique sur le continent européen. Un modèle de gouvernement suédois semble s'être mis en place pour traiter ces questions avec une souplesse volontariste qui tranche singulièrement avec la rigidité nonchalante que l'on observe dans d'autres pays du continent.

La campagne électorale de 2002 fournissait une opportunité unique d'analyser ce qui a changé et ce qui subsiste de cette voie suédoise. En Temps Réel a voulu comprendre pour mieux ouvrir en France et en Europe le débat auquel invitent les mutations de l'inoxidable modèle suédois.

...

Ce document a été élaboré sur la base d'une cinquantaine d'entretiens, réalisés à Stockholm et à Uppsala en juillet et septembre 2002, avec différents acteurs et observateurs de la réalité suédoise. Députés, anciens membres du gouvernement, élus locaux, représentants de toutes les formations politiques, hauts fonctionnaires qui pilotent les réformes structurelles en cours, diplomates français et suédois, représentants des pays candidats à l'élargissement de l'Union Européenne en poste à Stockholm, experts issus des principaux instituts de sondages suédois ou des think-tanks de Stockholm, journalistes, universitaires, syndicalistes, entrepreneurs, cadres dirigeants et enseignants ont accepté de consacrer plusieurs heures de

leur temps pour exposer leur perception des enjeux de la campagne électorale de 2002 et, au delà, des mutations que traverse la Suède. Il faut ici souligner la qualité de l'accueil de mes interlocuteurs suédois, tous très attentifs à mieux faire comprendre leur pays aux Européens qui vivent plus au sud du continent. Leurs contributions, associées à l'information publique disponible en abondance dans un pays marqué par une tradition de transparence unique en Europe, ont rendu possible ce document. À l'évidence, les interprétations et analyses développées ici n'engagent que l'auteur et ne sauraient être imputables aux personnes qui ont accepté de participer à ces entretiens. Quelques indicateurs économiques et sociaux chiffrés figurent en annexe et permettent de situer la société suédoise par rapport à certains pays de l'Union Européenne.

Ce travail n'aurait jamais été possible sans le soutien actif et les conseils avisés de l'ambassadeur de France en Suède, Patrick Imhaus, qui m'a accueilli dans le cadre du Studio Strindberg, son initiative qui permet d'héberger à Stockholm des chercheurs ou des créateurs se situant dans une perspective franco-suédoise. Ce travail doit aussi énormément au dynamisme et à l'efficacité des équipes de l'ambassade de France à Stockholm, et notamment de Jacques Raharinaivo, connaisseur perspicace de la Suède, qui m'ont réservé un accueil chaleureux et professionnel et qui ont grandement facilité les entretiens qui forment la matière première de ce document. Que soient également remerciés pour leur aide Frank Belfrage, ambassadeur de Suède à Paris, et Annika Levin, directrice de l'Institut suédois à Paris, qui ont grandement facilité l'accès à bon nombre d'informations précieuses.

INTRODUCTION

15 septembre 2002, une fois encore le parti social-démocrate de Suède sort largement vainqueur des élections législatives. Göran Persson, Premier ministre depuis 1996, apparaît sur les écrans de télévision pour remercier ses supporters de cette nouvelle victoire qui permet aux sociaux-démocrates de continuer à gouverner la Suède, comme ils le font depuis 70 ans, à l'exception des deux intermèdes de 1976 à 1982 puis de 1991 à 1994. Un mois plus tard, Göran Persson forme son nouveau gouvernement soutenu par une majorité, composée des Verts et de la Gauche communiste, en tous points identique à celle qui soutenait déjà son action depuis 1998.

Le moule fissuré du modèle de société, le robuste prototype du modèle de gouvernement.

Quel sens donner à cette nouvelle victoire ? Dans un pays où le parti social-démocrate semble bénéficier d'un bail emphytéotique de 99 ans pour gouverner la Suède, les évolutions idéologiques se font en dehors des élections. Les alternances, ou l'absence d'alternance, ne peuvent manifestement pas s'interpréter comme on le ferait dans d'autres pays démocratiques. Le socle du modèle suédois, tel qu'on imagine communément ce modèle dans les opinions de l'Europe du Sud, semble indissoluble dans les élections. Peut-on pour autant y voir une confirmation du caractère inoxydable du modèle suédois ? Il faut d'abord s'entendre sur la notion de modèle.

Si un modèle est ce qui est donné pour servir de référence dans sa forme la plus pure, alors oui un grand nombre de Suédois partagent encore le sentiment très fort de vivre dans la forme de société la plus aboutie au monde. Le mythe du paradis sur terre reste vivace et s'accompagne de la conviction largement répandue que la Suède est une superpuissance morale.

Si en revanche un modèle est un prototype original, alors il est bel et bien dépassé, car le modèle de société suédois, reposant sur un vaste consensus autour de l'Etat providence, se banalise. Au cours des trente dernières années, les autres pays d'Europe, même ceux qui ont des fortes traditions individualistes, ont adopté des

politiques sociales qui convergent vers un niveau moyen de protection sociale assez élevé et de plus en plus consensuel. Les alternances politiques qu'ont connues la plupart des pays d'Europe n'ont pas remis en cause profondément cette tendance lourde, et la conversion progressive de toute l'Europe aux aspects les plus caractéristiques de l'Etat providence ou à certaines formes de modernisation des habitudes sociales comme les droits des femmes, est aujourd'hui assez aboutie.

Si enfin on considère le modèle comme une matrice figée, alors force est de constater que ses concepteurs ont cassé le moule. En effet, les sociaux-démocrates suédois, fascinés par l'expérience blairiste, ou simplement soucieux de s'adapter aux nouvelles réalités internationales, se sont engagés depuis huit ans dans un mouvement de profonde transformation de certains piliers du modèle social suédois traditionnel. Un processus original de privatisation des écoles et de la santé se développe. La modernisation des structures de l'Etat est désormais permanente. Les grands réseaux de service sont facilement concédés au secteur privé. Au total, une conception assez exigeante de l'efficacité dans la gestion publique conduit parfois à rapprocher la société suédoise de la situation d'autres pays du continent européen marqués par des expériences conservatrices comme, sous certains aspects, la Grande-Bretagne.

Si le modèle de société suédois se banalise, le modèle de gouvernement reste unique sur le continent européen. Le parti social-démocrate réunit depuis 70 ans entre 40% et 50% des voix aux élections, à quelques exceptions près liées aux brèves alternances ou au tassement à 36% de 1998. C'est le plus puissant des partis sociaux-démocrates en Europe, y compris dans les pays nordiques.

A l'exception du parti communiste de l'Union Soviétique au pouvoir pendant 74 ans de 1917 à 1991, aucun groupe politique n'a conduit plus longtemps la gestion d'un pays européen que le parti social-démocrate suédois. Et même en dehors de l'Europe, le seul exemple étranger qui vient à l'esprit est le Parti Révolutionnaire Institutionnel au Mexique. Cette longévité au pouvoir ne constitue certes pas en elle-même un modèle politique, mais elle représente une singularité de poids dans une société aussi profondément démocratique.

Comment donc près de neuf millions d'Européens peuvent-ils librement confier, depuis trois générations, leur destin au même

groupe politique ? En ce début de XXI^{ème} siècle, la grande interrogation suédoise est bien de déterminer si le parti social-démocrate est tellement en phase avec l'identité profonde de la société suédoise, avec l'âme du peuple suédois, qu'il en est naturellement l'expression politique majoritaire ? ou si le parti social-démocrate est parvenu à demeurer tellement longtemps au pouvoir parce qu'il a façonné la société suédoise à son image, autour de ses valeurs, au point qu'aucune alternance durable n'est désormais possible ? Cette question assez banale de savoir qui de la poule ou de l'œuf vient en premier, prend tout son sens, dans les rapports d'intimité et de fidélité qui unissent le parti social-démocrate et la société suédoise.

Mais ce prototype de gouvernement pose à son tour de multiples questions.

Comment la longévité aux affaires des sociaux-démocrates ne conduit-elle pas, à des comportements conservateurs, mais fournit au contraire au parti social-démocrate une crédibilité et une autorité pour engager des mutations fortes ?

Un Etat providence qui fonctionne, est-il un atout pour gérer les ajustements induits par la mondialisation ? A moins que les Suédois ne soient fondamentalement prédisposés au changement par leur culture nationale ?

Comment des réformes de rupture fondamentales peuvent-elles être engagées sans ruptures au sein de la société ? Comment la plate-forme de confiance mutuelle entre le pays et les sociaux-démocrates peut-elle se maintenir durablement et permettre ainsi la réforme négociée ?

Sans tout réduire à des traditions historiques, la recherche du consensus est à l'évidence plus facile dans un pays neutre depuis deux siècles qui n'a connu ni l'invasion extérieure ni les violences politiques intérieures, si banales ailleurs en Europe au cours des derniers siècles. Gérer une nation dans le dialogue et la sérénité politique est sans doute plus aisé dans un pays comme la Suède qui n'a connu ni la Terreur de 1793 et les guerres de Vendée, ni les révolutions de 1830 et 1848, ni la Commune de Paris et le mur des Fédérés, ni l'affaire Dreyfus et la laïcité militante de 1905, ni l'antiparlementarisme des ligues et le 6 février 1934, ni Vichy et l'épuration, ni les décolonisations violentes et l'OAS.

Un héritage historique à l'extérieur du passé de l'Europe

Dans une très large mesure la Suède n'a pas partagé l'histoire du reste de l'Europe. La société suédoise d'aujourd'hui, si fidèle aux sociaux-démocrates, ne peut se comprendre sans remonter un instant à l'aube des temps où se forgèrent les piliers du collectivisme suédois et de la relation particulière à l'Etat.

Des assemblées de paysans libres dans un vieux pays centralisé et luthérien

Impossible de comprendre la prégnance de la social-démocratie sans rappeler que la Suède n'a jamais vraiment connu de système féodal. Les paysans égaux dans la pauvreté, mais libres, ont pendant des siècles géré eux-mêmes et collectivement la vie de communautés rurales autonomes. L'Eglise, la monarchie et la noblesse ne sont jamais parvenues à imposer le même niveau de contrôle politique et social que dans les autres régions d'Europe plus densément peuplées. Les paysans libres se sont toujours alliés avec le roi contre une aristocratie peu nombreuse, faible et engagée principalement dans l'exercice de grandes fonctions publiques civiles et militaires. A de très rares exceptions, au premier rang desquelles la famille Bernadotte, la classe dirigeante suédoise s'est toujours formée à partir de la population locale. Le monarque, et à travers lui l'Etat, a toujours été perçu comme le garant des libertés des paysans et des bourgeois des villes. Les premières réformes agraires, initiées par la monarchie, et conduisant à la distribution aux paysans d'un quart des terres agricoles remontent au XVI^{ème} et au XVII^{ème} siècle.

Les premières formes de représentation politique locales de la population remontent au XIII^{ème} siècle. Au XIV^{ème} siècle, cette représentation prend une dimension nationale dans un parlement structuré en quatre Etats : la noblesse, le clergé, les bourgeois et les paysans.

La tradition d'un Etat centralisé puissant a aussi créé des habitudes anciennes d'intervention publique, plusieurs siècles avant l'émergence des sociaux-démocrates. La Suède est longtemps restée, avec la France, l'autre pays centralisé d'Europe. Dès les années 1630, Axel Oxenstierna, le Richelieu suédois, entreprend de bâtir un pouvoir central fort et met en place un Trésor public centralisé et un

service statistique national novateur. Une longue tradition de collecte statistique au service du pouvoir central se met alors en place et facilitera considérablement plus tard l'introduction des grands appareils redistributifs de l'Etat providence conçus par les sociaux-démocrates au XX^{ème} siècle.

Impossible de comprendre l'adhésion à l'Etat providence sans mesurer la pérennité de la pensée luthérienne dans les réflexes culturels suédois. La religion de Martin Luther a d'abord été un puissant facteur d'homogénéité religieuse, reflet d'une homogénéité ethnique et sociale qui a perduré jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle. Au delà des caricatures, la tradition luthérienne a produit en Suède une forte culture du travail qui bannit l'oisiveté, une culture de l'austérité et de la discrétion dans les rapports à l'argent et de la simplicité dans la consommation privée, enfin une culture du sérieux et de la gravité dans le traitement des affaires de la communauté. Ces habitudes culturelles qui se sont sédimentées depuis près de cinq siècles, et sans rupture, parmi l'immense majorité des habitants de la Suède laissent des traces profondes dans les comportements politiques et sociaux d'aujourd'hui.

Cette forte tradition luthérienne a aussi suscité une participation de membres du clergé dans la vie politique locale ou nationale très supérieure à ce que l'on peut observer dans les pays du centre et du sud de l'Europe. Des pasteurs sont élus dans des assemblées locales et ont siégé au Riksdag et dans plusieurs gouvernements au cours du XX^{ème} siècle. La laïcité militante n'est pas une valeur sociale-démocrate. L'Eglise de Suède n'a été séparée de l'Etat qu'en 2000, même si depuis le milieu du XX^{ème} siècle l'influence réelle de l'Eglise sur les mœurs et la pratique religieuse s'était effondrée.

Les sociaux-démocrates de Suède ont su accueillir ce triple héritage : la monarchie centralisée mue dans le rôle dirigeant du Parti, la participation politique ancienne du peuple mue dans le grand mouvement populaire du travail, et la tradition luthérienne devenue le socle de l'idéal vertueux supportant l'Etat providence.

Aux origines du pragmatisme réformateur des sociaux-démocrates

La Suède est longtemps restée un pays pauvre. La dernière famine remonte à 1867 et a entraîné une émigration massive vers les

Etats-Unis. De 1870 à 1950, la Suède qui a échappé aux deux conflits mondiaux, a connu la plus forte croissance économique au sein des pays occidentaux. Cette évolution industrielle tardive et rapide a, dès l'origine, reposé sur des choix industriels et technologiques innovants. D'où un effort ancien dans la formation du capital humain.

Dès la moitié du XIX^{ème} siècle, l'Etat central avait développé dans une Suède alors essentiellement rural un réseau d'écoles élémentaires. Rapidement, la Suède devint, avec la Prusse, le pays le plus alphabétisé d'Europe. Des écoles d'ingénieurs furent créées très tôt par l'Etat notamment à Göteborg et à Stockholm. Dès les années 1860, différents mouvements religieux opposés à l'Eglise de Suède, comme les pentecôtistes et les baptistes, avaient commencé à créer des cercles d'étude populaire. Ils furent rapidement suivis par les ligues de tempérance anti-alcooliques puis par le mouvement syndical et le mouvement paysan qui instituèrent des fédérations d'éducation populaires et des bibliothèques ouvrières ou rurales. Ce vaste effort de formation permit de passer, en quelques décennies, d'une économie reposant sur l'exploitation de matières premières à une économie industrielle puissante. De cette révolution industrielle tardive et rapide persiste sans doute une prédisposition assez rare en Europe à accepter les mutations industrielles et à rechercher les innovations technologiques. A cette époque, naquit aussi la tradition du réformisme qui se nourrit du débat, qui suppose la circulation des idées, qui elles-mêmes circulent mieux dans une population alphabétisée avant le reste de l'Europe.

Le mouvement ouvrier structura rapidement la révolution industrielle, d'autant plus facilement qu'il obtenait des conquêtes sociales précoces. Un système de retraite fut institué en 1913, une forme d'assurance maladie universelle fut créée en 1916, un mécanisme d'assurance chômage fut mis en place en 1917, année où pour la première fois des sociaux-démocrates participent au gouvernement, dans une coalition avec les Libéraux.

Les théories de lutte des classes furent abandonnées rapidement au sein du parti social-démocrate. La tendance communiste fit sécession en 1917 et fut durablement marginalisée. Depuis les années 30, c'est la doctrine de l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes qui a structuré le parti social-démocrate.

Les sociaux-démocrates n'ont jamais développé aucun rêve d'appropriation collective des moyens de production. Un accord explicite entre les syndicats, le grand patronat et le parti social-démocrate reste le socle du système. Ce mécanisme formalisé, d'abord en 1906 puis en 1938 à la conférence de Saltsjöbaden, vise depuis lors à éviter les conflits sociaux considérés par tous, et notamment les syndicats, comme nuisibles à la prospérité suédoise.

Plus récemment dans les années 70 et 80, le syndicat LO a accompagné les restructurations industrielles en articulant sa coopération avec les patrons et le gouvernement autour de deux principes. Premièrement, il ne sert à rien de maintenir des emplois pour des gens qui produisent des biens que personne ne veut plus acheter, car un tel acharnement fabrique des pauvres. Deuxièmement, toute la société doit payer les ajustements industriels inéluctables et accompagner ceux qui changent de métier du fait de ces ajustements. Ainsi les chantiers navals de Göteborg, qui ont longtemps été les plus importants d'Europe, furent subventionnés pendant trois ans, puis rapidement fermés quand il apparut que la concurrence asiatique ne permettait plus de maintenir ces activités en Suède.

Ce socle réformateur n'a jamais été remis en question depuis presque un siècle. Il repose d'abord sur un secteur productif laissé aux mains du capital privé, considéré par les sociaux-démocrates comme plus efficace à tous égards pour garantir la prospérité. Il repose ensuite sur un partage régulièrement négocié des fruits de la croissance pour garantir des augmentations de revenus aux salariés et enfin sur une fiscalité élevée pour financer des biens publics abondants et des garanties sociales généreuses.

La prégnance de ces traditions historiques explique largement la longévité des sociaux-démocrates aux affaires depuis 70 ans. Pourtant, dans une société complètement démocratique comme l'est la Suède depuis 1921, année où fut parachevé le suffrage universel mixte, on doit s'efforcer d'identifier les facteurs politiques récents qui permettent au parti dominant de conserver le pouvoir par les urnes, mais aussi les éléments d'originalité dans la gestion publique des sociaux-démocrates qui continue de recueillir l'adhésion très large des Suédois.

S'il existe manifestement en Suède un modèle de gouvernement, il réside sans doute à la fois dans ce double modèle de conservation du pouvoir et de gestion publique.

1. UN MODELE DE CONSERVATION DU POUVOIR ?

Que signifie la conservation du pouvoir dans un pays démocratique sinon la capacité à gagner des élections et à incarner l'identité profonde de la société ? L'originalité du modèle de gouvernement suédois tient à la mise en place d'un véritable régime social-démocrate dont les ressorts dépassent largement les spécificités historiques de la Suède.

1.1 GAGNER LES ELECTIONS

1.1.1 CALME PLAT ...

Dès les élections locales de 1938, les sociaux-démocrates franchissent la barre des 50%. Il y a plus de 60 ans, en 1940, ils atteignent leur meilleur résultat historique, en réunissant 53,8% des suffrages. Cette domination électorale se poursuit malgré le mode de scrutin proportionnel qui ailleurs favorise l'émiettement du paysage politique. Le cadre institutionnel et électoral est stabilisé depuis plus de trente ans. Depuis 1970, le Parlement suédois, le Riksdag, se compose d'une seule chambre et compte 349 députés élus à la proportionnelle tempérée par un seuil destiné à exclure les petits partis, dont on craint qu'ils ne compromettent la constitution de gouvernements forts. Pour entrer au Riksdag, un parti doit obtenir au moins 4% des voix au niveau national, ou au moins 12% dans une circonscription électorale.

Répartition des sièges aux élections législatives entre 1970 et 2002

	70	73	76	79	82	85	88	91	94	98	02
Parti social-démocrate	163	156	152	154	166	159	156	138	161	131	144
Parti de la Gauche	17	19	17	20	20	19	21	16	22	43	30
Verts	–	–	–	–	–	–	20	–	18	16	17
Parti du Centre	71	90	86	64	56	44	42	31	27	18	22
Parti libéral	58	34	39	38	21	51	44	33	26	17	48
Modérés	41	51	55	73	86	76	66	80	80	82	55
Chrétiens-Démocrates	–	–	–	–	–	–	–	26	15	42	33
Démocratie Nouvelle	–	–	–	–	–	–	–	25	–	–	–
Dont											
Hommes	305	282	274	257	254	241	218	234	208	200	191
Femmes	45	68	75	92	95	108	131	115	141	149	158

Encore un succès pour les sociaux-démocrates

Les sociaux-démocrates suédois sont habitués aux victoires électorales et réalisent dans la durée les meilleurs scores de tous les partis de gauche en Europe. Entre 1973 et 1988, leurs résultats sont demeurés assez stables avec un minimum de 42,7% en 1976 et un maximum de 45,6% en 1982. Avec l'alternance de 1991, les sociaux-démocrates ont réalisé pour la première fois depuis 1945 un score inférieur à 40%. En 1994, Ingvar Carlsson prend sa revanche en atteignant 45,6%. Son successeur, Göran Persson, se maintient au pouvoir en 1998 avec pourtant seulement 36,2% des suffrages, considéré comme un score humiliant au regard de l'histoire électorale du Parti.

En juillet 2002, les enquêtes d'opinion donnent les sociaux-démocrates vainqueurs sans difficultés avec 40% des intentions de vote. Mais, à la surprise générale, l'été voit un tassement de ces prévisions, au point que début septembre, les commentateurs envisagent sérieusement une éventuelle victoire des quatre partis non-socialistes, souvent désignés aussi sous l'appellation de partis bourgeois. En trois semaines, les intentions de vote pour le parti libéral passent de 4% à 13%. Göran Persson parcourt alors le pays pour mobiliser les abstentionnistes. Plusieurs débats télévisés mettent en évidence l'immense faiblesse des principaux dirigeants des partis non-socialistes. Le soir du 15 septembre 2002, les sociaux-démocrates parviennent à réunir 40% des voix. Göran Persson venge l'humiliation électorale de 1998. C'est la première fois en onze élections que le parti gouvernemental sortant progresse. Le deuxième parti du paysage politique, les Modérés, la principale force de l'opposition, atteint à peine 15%, soit moins de la moitié du score du parti dominant.

Pour l'essentiel, les mouvements de voix d'un camp à l'autre sont minimes. Les transferts importants se sont opérés à l'intérieur de la droite et de la gauche, dans un sens qui marque un renforcement des forces les plus proches du centre politique et un affaiblissement des plus critiques à l'égard du régime social-démocrate.

A gauche, l'ancien parti communiste, le parti de la Gauche, avec 8,3% des voix (12% en 1998), a perdu 13 sièges alors que les sociaux-démocrates en ont gagné exactement le même nombre. Les Verts, avec 4,5% des voix, le même résultat qu'en 1998, ont gagné un siège de plus.

A droite, les Modérés, avec 15% des voix (22,9% en 1998), se sont effondrés et ont perdu 27 sièges. Les Chrétiens-Démocrates, avec 9,1% (11,8% en 1998), ont perdu 11 sièges. Ces transferts au sein de la droite se sont opérés principalement vers les Libéraux qui, avec 13,3% des voix (4,7% en 1998), ont gagné 32 sièges, et vers le parti du Centre qui en a gagné 4 de plus avec 6,2% des suffrages (5,1% en 1998).

La seule véritable surprise des élections du 15 septembre 2002 est venue des élections régionales qui, le même jour, ont permis aux sociaux-démocrates de battre la coalition non-socialistes qui gérait la région de Stockholm depuis quatre ans, et qui était allé

assez loin dans les initiatives de privatisation locale, notamment en matière médicale.

Le capital de crédibilité du Parti et le leadership incontestable de Göran Persson

Les sociaux-démocrates avaient démontré entre 1994 et 1998 leur capacité à rétablir les finances publiques. Sur ce point, ils ont réussi là où la plupart des socialistes et des sociaux-démocrates européens ont souvent du mal à faire leurs preuves. En 1996, Göran Persson avait déclaré vouloir réduire de moitié le chômage, qui atteignait alors 9% de la population active, d'ici à la fin de l'an 2000. Cet objectif a été atteint.

Dans une très large mesure, les inquiétudes suscitées en 2002 en Suède, comme ailleurs en Europe, par les effets de la mondialisation, les tensions internationales, les incertitudes économiques ou l'effondrement des marchés boursiers ont placé les sociaux-démocrates en position de refuge et de valeur sûre. Göran Persson avait d'ailleurs explicité cette perception pendant la campagne en déclarant : « *quand l'avenir devient obscur, le parti social-démocrate reste la seule solution efficace pour tous, et la seule protection efficace pour les plus faibles, les plus âgés et les plus seuls* ». Les enquêtes d'opinion, notamment celles de l'institut SIFO, montrent clairement que les sociaux-démocrates restent classés largement devant toutes les autres formations politiques suédoises dans plusieurs domaines fondamentaux pour gagner des élections: être à l'écoute des gens « ordinaires », s'occuper des plus faibles, bien gérer l'économie, réaliser des choses et enfin savoir traiter le chômage même quand celui-ci est élevé. Avec un tel capital de confiance, il est possible de passer la barre des 40% des suffrages.

Une étude de l'Université de Göteborg, basée sur une enquête d'opinion réalisée à la sortie des urnes le 15 septembre 2002, a montré combien les sociaux-démocrates avaient su faire porter la campagne sur les principaux thèmes de préoccupation des Suédois (l'école, la santé, la petite enfance, les personnes âgées et la situation économique). De fait, toutes les enquêtes d'opinion montrent que l'adhésion du public à l'Etat providence traditionnel s'est accrue entre 2000 et 2002. Manifestement, les partis non-

socialistes s'étaient focalisés sur des thèmes qui n'étaient pas au cœur des soucis des Suédois comme la fiscalité, l'immigration et la criminalité. Seuls les Libéraux sont parvenus à contester les sociaux-démocrates sur les questions scolaires.

Göran Persson est longtemps apparu comme un politicien fade, sans charisme, confiné dans le rôle austère de rétablir l'équilibre des finances publiques dans le gouvernement d'Ingvar Carlsson de 1994. Son modèle a longtemps été Gunnar Stang, austère ministre de l'économie dans les années 60 qui incarnait la prospérité suédoise et la stabilité des finances publiques. De plus, il avait en 1998 réalisé un des plus faibles résultats pour le parti social-démocrate qui n'avait pas dépassé 36,2% des voix.

Cette image assez négative a progressivement évolué. La présidence suédoise de l'Union européenne, au premier semestre 2001, a incontestablement donné à Göran Persson une nouvelle dimension. Son engagement européen et sa position favorable à l'adhésion à l'euro, ont suscité un soutien discret de la communauté des affaires qui admet, plus ou moins publiquement, qu'il est le seul dirigeant suédois capable de créer dans l'opinion une dynamique favorable à l'euro.

Le 11 septembre 2001 et les mois d'intense activité diplomatique qui ont suivi ont permis à Göran Persson d'entretenir un dialogue étroit avec les Etats-Unis et avec Tony Blair. Ce dernier s'est d'ailleurs déplacé quelques heures à Stockholm pendant la campagne électorale pour lui apporter un soutien public. Au total, les douze mois qui se sont écoulés entre le 11 septembre 2001 et le 15 septembre 2002 ont fourni à Göran Persson plusieurs opportunités d'apparaître aux yeux des Suédois comme un homme d'Etat de dimension internationale. C'est donc tout naturellement qu'il a donné à sa campagne de 2002 un ton présidentiel assez inhabituel en Suède. Il est ainsi apparu seul et sans ses ministres pendant toute la soirée électorale du 15 septembre 2002, à l'exception de sa toute première déclaration aux côtés de la présidente du syndicat LO.

Le refus de la gauche plurielle

Le parti social-démocrate gouverne seul et ne partage le pouvoir que contraint et forcé. A l'exception du gouvernement d'union nationale mis en place pendant la seconde guerre mondiale,

les sociaux-démocrates n'ont accepté un autre parti à la table du gouvernement qu'une seule fois, de 1951 à 1957, quand ils ont dû former une coalition avec le parti Agrarien, prédécesseur du parti du Centre. Il est arrivé, notamment en 1994, que des discussions aient lieu entre le parti social-démocrate et le parti libéral pour envisager une coalition. Il y eut même entre 1995 et début 1998 une certaine coopération avec le parti du Centre. Mais les sociaux-démocrates n'ont jamais accepté de faire entrer au gouvernement des représentants d'autres partis de gauche comme les Verts ou le parti de la Gauche. Le parti social-démocrate n'est donc pas le pivot d'une coalition ou d'un camp, il est le pivot de la vie politique suédoise.

Des relations qualifiées de « coopérations » ont été établies avec le parti de la Gauche, pour la première fois en 1994, puis également avec les verts en 1998. Ces « coopérations » prennent la forme d'une étroite consultation en amont et, selon les projets de loi, de votes conjoints pour soutenir l'action du gouvernement. Cela n'empêche pas pour autant que d'autres textes proposés par les sociaux-démocrates soient adoptés avec le soutien de certains partis non-socialistes.

Le parti de la Gauche, dont le nom était il y a peu encore "le parti de la gauche-les communistes", trouve son origine dans une scission intervenue en 1917 au sein du parti social-démocrate à l'occasion de la révolution bolchévique. Ce parti a toujours été marginalisé par les sociaux-démocrates qui ont développé depuis les années 20 une hostilité déterminée à l'égard du mouvement communiste. C'est le seul parti qui ne fut pas invité par les sociaux-démocrates à participer au gouvernement d'union nationale qui dirigea la Suède pendant la deuxième guerre mondiale. Cette marginalisation s'est accrue après les grandes grèves communistes de 1945 et pendant la guerre froide. Au cours des dernières années, des commissions d'historiens ont révélé que depuis les années 50 et jusque dans les années 80, une coopération avait été instituée entre les sociaux-démocrates, le syndicat LO, les forces de sécurité et le patronat pour surveiller l'activité des militants communistes en Suède. Les communistes ne sont devenus un partenaire politique fréquentable pour les sociaux-démocrates qu'avec la disparition de l'URSS.

Le parti de la Gauche réalisait depuis trente ans 5% à 6% des voix. Il a réalisé, avec 12% des voix et 43 sièges au Riksdag, ses meilleurs résultats électoraux en 1998, lorsqu'une partie des

électeurs sociaux-démocrates, déçus du programme d'austérité mis en œuvre par Göran Persson depuis 1994, décidèrent de marquer leur hostilité en votant plus à gauche. Un nombre important de femmes seules avec des enfants, fortement sensibles à la diminution des transferts sociaux, avaient alors porté leurs suffrages sur le parti de la Gauche.

Mais les résultats du 15 septembre 2002 font clairement apparaître que, malgré le charisme de la chef du parti, Gudrun Schyman, la quasi-totalité des électeurs qui avait quitté le parti social-démocrate pour rejoindre le parti de la Gauche en 1998 a fait le chemin inverse en 2002. Les excès féministes de Gudrun Schyman, qui pendant la campagne électorale avait comparé le machisme de la société suédoise aux pratiques des talibans, n'ont pas contribué à accroître la crédibilité du parti.

Par ailleurs, les enquêtes d'opinion montrent que la marginalisation du parti de la Gauche reste forte dans les esprits, puisqu'un nombre important d'électeurs sociaux-démocrates déçus préfèrent toujours s'abstenir plutôt que de voter pour des anciens communistes. Ce mouvement est toutefois moins marqué chez les jeunes électeurs, qui n'ont pas la même traditionnelle peur des « rouges » que chez les électeurs sociaux-démocrates plus âgés.

Les Verts ne sont pas non plus des partenaires intimes des sociaux-démocrates. Le jeune duo qui représente le parti, Maria Wetterstrand (28 ans) et Peter Erikson (43 ans), exprime une certaine confusion idéologique. Le parti est favorable au droit de vote dès 16 ans et promeut un certain nombre de valeurs très individualistes, comme le développement des écoles indépendantes ou la promotion des entrepreneurs individuels. A la différence des Verts du sud de l'Europe, le parti des Verts de Suède est farouchement opposé à la construction européenne et reste sur des positions rigoristes en matière de mœurs. Ils sont contre la libéralisation de la consommation d'alcool, l'usage de drogues, et la banalisation de la pornographie. Les résultats électoraux des Verts restent assez stables avec 4,5% des voix en 2002 et 17 sièges au Riksdag. La direction des Verts n'a pas d'opposition de principe à une coalition avec les partis bourgeois ; elle a même engagé des négociations avec les Libéraux en septembre 2002 pour envisager un éventuel accord politique permettant de constituer une majorité alternative contre Göran Persson. Les Libéraux étaient disposés à faire entrer trois ministres issus des Verts dans un gouvernement de coalition non-

socialiste, alors que les sociaux-démocrates refusent toute participation des Verts au gouvernement de la Suède.

En effet, tout comme le parti de la Gauche, les Verts sont contre la présence de la Suède dans l'Union Européenne, hostiles à toute coopération internationale accrue en matière de défense, et opposés à la politique étrangère conduite par Göran Persson marquée par un rééquilibrage au Moyen-Orient et une très forte compréhension à l'égard des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Les sociaux-démocrates ont fait taire les voix discordantes du parti de la Gauche et des Verts sur l'Union européenne, notamment au nom de l'unité nationale avant et pendant la présidence suédoise de l'Union. Ils ont également reporté d'année en année la fermeture de la seconde tranche de la centrale nucléaire de Barsebäck, pourtant théoriquement acquise sur le plan politique. Le gouvernement a bénéficié de l'appui des Libéraux voire des Modérés à chaque vote sur la politique européenne de défense ou les exportations d'armements, par exemple. Sur la base de ces désaccords profonds, Göran Persson a eu l'opportunité de déclarer plusieurs fois que les Vert et le parti de la Gauche n'étaient pas des « *partenaires fiables en matière internationale et qu'à ce titre ils n'ont pas leur place dans un gouvernement social-démocrate* ».

De fait, le gouvernement de Göran Persson formé le 21 octobre 2002 ne compte que des ministres sociaux-démocrates. Les Verts ont obtenu uniquement des postes de conseillers dans les cabinets de sept ministres, mais ils n'auront pas accès à l'élaboration des politiques du ministère de la défense ou du ministère des affaires étrangères. Par ailleurs ils ont obtenu de formaliser un accord de coopération politique avec les sociaux-démocrates prévoyant notamment l'arrêt de la pêche aux cabillauds dans la Baltique et la mise en place de péages pour accéder au centre de Stockholm aux heures d'affluence. Tel est le prix que les sociaux-démocrates ont dû payer pour éliminer le risque d'une hypothétique coalition entre les partis non-socialistes et les Verts. D'ailleurs cette menace agitée par la direction des Verts restait assez peu crédible puisque, selon diverses enquêtes d'opinion, près des deux tiers des électeurs des Verts ont une sensibilité nettement de gauche. Ainsi donc, des écologistes ont participé ou participent encore au gouvernement en Italie, en France, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Finlande ; mais ils n'ont pas leur place dans un gouvernement social-démocrate en Suède.

Le parti de la Gauche, lui, n'a pas pu négocier des postes d'influence significative car il est placé dans une impasse politique. Le parti de la Gauche refuse par principe de soutenir un gouvernement non-socialiste. Il refuse, à l'inverse d'autres partis communistes autrefois en Europe, l'amalgame « blanc bonnet et bonnet blanc » entre les sociaux-démocrates et les partis bourgeois. Il privilégie l'influence sur les décisions qui affectent la vie des Suédois les plus faibles et les plus modestes. Dès lors il se condamne à protester, à subir en silence ce qu'il considère comme les dérives libérales des sociaux-démocrates et à n'influer que sur les projets pour lesquels les sociaux démocrates ne peuvent trouver une majorité avec certains partis non-socialistes. Cela peut sembler peu. En réalité, le parti de la Gauche a atteint depuis 1994, avec une coopération informelle aux côtés des sociaux-démocrates, la forme la plus poussée d'influence qu'il n'a jamais eue sur la décision politique tant il avait été marginalisé au cours des 80 dernières années.

Les faiblesses structurelles des partis non-socialistes

En Suède, c'est la droite qui est plurielle.

Les Modérés sont les héritiers du parti conservateur créé en 1904. A la différence de la CDU en Allemagne, les Modérés sont un parti urbain avec une influence faible dans les zones rurales où ils sont souvent supplantés par les Chrétiens-Démocrates ou le parti du Centre. Durant la campagne électorale de l'été 2002, le leader des Modérés, Bo Lundgren, avait axé tout son discours sur les baisses d'impôts. Erreur fatale à double titre car, d'une part, il s'est avéré incapable d'expliquer aux Suédois comment serait financé l'Etat providence avec des ressources fiscales réduites et, d'autre part, il a méconnu toutes les enquêtes d'opinion qui montraient que depuis quatre ans le nombre des Suédois souhaitant des baisses d'impôts diminue régulièrement.

L'ensemble de la direction des Modérés a tiré les leçons de l'échec cuisant du 15 septembre 2002 et les démissions se succèdent. La direction des Modérés est décimée et la plus grande incertitude pèse sur l'avenir politique de Bo Lundgren au prochain congrès annuel du parti.

Les Libéraux, parti créé en 1902, est sans doute la formation politique qui va le plus loin en Suède sur les thématiques libérales, libertaires et européennes, même s'ils se sont rapprochés au cours des dernières années des orientations des Modérés. Le parti avait atteint en 1998, avec 4,7% des voix et 17 députés au Riksdag, son plus mauvais score historique ; il a réalisé la plus forte progression aux élections du 15 septembre 2002 en atteignant 13,3% des suffrages. Son leader, Lars Leijonborg, s'est un moment vu en chef de l'opposition, voire en pivot d'une coalition alternative associant le bloc non-socialiste et les Verts avec lesquels les Libéraux partagent de très fortes convictions individualistes. Ces projets ont fait long feu.

Le parti du Centre est l'héritier du parti Agrarien créé en 1910 qui structurait, dans un vaste mouvement populaire, la Suède rurale. Depuis les années 30, des compromis étaient régulièrement passés avec l'autre mouvement populaire, celui des villes, le parti social-démocrate. Le parti du Centre est longtemps resté le pivot du bloc non-socialiste, réalisant même, avec 25,1% des voix aux élections de 1973, le meilleur score pour un parti non-socialiste depuis la deuxième guerre mondiale. Depuis cette date, son influence n'a cessé de faiblir. En 1995, le parti avait conclu avec les sociaux-démocrates une coopération pour soutenir le redressement des finances publiques qui s'est poursuivie jusqu'au début de l'année 1998. Le parti a tenté, sans succès, de promouvoir aux élections de 1998 l'idée d'une coalition centriste. Depuis, l'écart s'est peu à peu creusé avec les sociaux-démocrates et le parti du Centre est désormais un membre à part entière de l'alliance des partis non-socialistes. Son leader, Maud Olofsson, n'est pas vraiment parvenue à résoudre la contradiction devant laquelle le parti est placé: changer complètement son image politique pour attirer de nouvelles catégories d'électeurs, ou devenir un parti purement rural.

Le parti chrétien-démocrate est un parti récent. Créé en 1964, il est entré pour la première fois au Riksdag en 1991. Issu à l'origine des mouvements chrétiens minoritaires indépendants de l'Eglise de Suède, les Chrétiens-Démocrates se concentrent sur la défense de valeurs morales comme le contenu des programmes scolaires, la défense de l'environnement ou la politique de la famille. Lorsqu'ils participaient à la coalition de droite de 1991 à 1994, plusieurs ministres chrétien-démocrates étaient prêtres. Sur les questions de mœurs, les chrétiens-démocrates sont assez isolés dans le paysage suédois puisqu'ils ont été le seul parti à rejeter la loi adoptée en 2002

autorisant l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Pendant la campagne électorale, le leader des Chrétiens-Démocrates, Alf Svensson s'est notamment distingué en préconisant la castration chimique des délinquants sexuels les plus dangereux.

En 2002, le bloc non-socialiste est apparu formellement plus uni que jamais. Et pourtant, ces quatre partis n'étaient rassemblés que par le rejet des sociaux-démocrates et gardaient des positions assez opposées sur l'Europe, les mœurs ou la fiscalité. Ils ne sont pas parvenus à présenter une alternative claire au gouvernement sortant. Plus grave, les quatre partis non-socialistes n'avaient pas indiqué clairement qui serait Premier ministre en cas de victoire de leur bloc. Le leader libéral, Lars Leijonborg, bénéficiait du momentum créé par ses propositions en matière d'immigration. Le chef des Modérés, Bo Lundgren, bien que représentant le parti le plus important de l'opposition, n'avait aucun charisme. Alf Svensson, leader des Chrétiens-Démocrates, l'un des plus anciens politiciens suédois, actif depuis 1973, pouvait apparaître comme un candidat de compromis au poste de Premier ministre, quoique dirigeant d'une petite formation politique. Ce flottement tranchait singulièrement avec la position de Göran Persson, leader incontesté d'un parti hégémonique.

La faiblesse des leaders des partis non-socialistes est frappante pour tous les observateurs extérieurs. Depuis le départ de Carl Bildt, éphémère Premier ministre de 1991 à 1994, le bloc bourgeois n'est pas parvenu à faire émerger un dirigeant qui puisse soutenir la comparaison avec Göran Persson.

L'écart de crédibilité entre la droite et les sociaux-démocrates dans la gestion publique s'accroît à chaque victoire des sociaux-démocrates. Ces derniers ont pu à loisir développer, pendant tout l'été 2002, l'argument selon lequel les partis non-socialistes n'ont pas une culture de gouvernement suffisante pour faire face aux incertitudes économiques et aux inquiétudes internationales du moment. Les enquêtes d'opinion illustrent cette perception. Quand 40% de l'opinion estiment que les sociaux-démocrates sont compétents pour gérer le pays, seuls 20% partagent ce sentiment pour les Modérés, et seulement 5% à 10% des Suédois font confiance à la compétence des autres partis du bloc non-socialistes.

Les trois dernières alternances non-socialistes (1976 à 1979, 1979 à 1982 et 1991 à 1994) ont été caractérisées par des

gouvernements assez faibles. En 1976, Thorbjörn Fälldin, leader du parti du Centre devint Premier ministre à la tête d'une coalition non-socialiste disposant de 11 sièges de majorité. Mais après deux années au pouvoir, il dut céder ses fonctions à Ola Ullsten, leader des Libéraux, qui conduisit un gouvernement minoritaire jusqu'aux élections de 1979. Au terme de ce scrutin, une coalition non-socialiste fut reconduite aux affaires sous l'autorité de Thorbjörn Fälldin, mais au printemps 1981, les Modérés quittèrent la coalition. En outre, la dernière alternance non-socialiste s'est déroulée de 1991 à 1994 pendant des années de grave récession. Les partis bourgeois ont souvent été aux affaires pendant les mauvaises années. Une grande partie de l'opinion associe inconsciemment les partis non-socialistes à des périodes difficiles de leur vie d'adulte.

Ces réalités ne restent pas sans réponse interne puisque les mouvements de jeunesse des Modérés ont pris la tête du processus de remplacement des dirigeants du parti responsables de la déroute et ont poussé à la démission plusieurs leaders engagés dans la vie politique depuis plus de 20 ans. Au delà des Modérés, les mouvements de jeunesse des autres partis non-socialistes, notamment du parti libéral jouent un rôle majeur pour renouveler le discours. Loin de suivre aveuglement les positions de leurs aînés, ils perturbent souvent le débat et leurs représentants ont souvent l'opportunité de s'exprimer au journal télévisé du soir.

Pour convaincre une majorité de Suédois de leur confier la responsabilité du gouvernement, les partis non-socialistes doivent surmonter des obstacles importants. Il leur faut apparaître plus unis, faire émerger un leader crédible pour occuper les fonctions de Premier ministre, développer des propositions nouvelles qui ne marquent pas une rupture radicale avec l'Etat providence et enfin attirer des talents humains qui leur font défaut.

1.1.2 LE VENT SE LEVE

Quelle que soit l'ampleur du succès des sociaux-démocrates, la campagne électorale de 2002 met en évidence des menaces sérieuses pour le parti dominant qui, à tout le moins, devraient orienter l'action du gouvernement au cours des quatre prochaines années.

Les limites de la défense du status quo

Le parti social-démocrate doit résoudre au cours des années à venir une contradiction importante : préserver l'architecture de l'Etat providence qu'il a créé et qu'il a mandat de gérer, sans devenir un grand parti conservateur.

La survie du régime dépend de l'efficacité de l'Etat providence, car tout le système repose sur un contrat tacite finement équilibré entre le parti social-démocrate et les citoyens. Les Suédois abandonnent, au Parti, un pouvoir étendu pour gérer leur existence et, à l'Etat, une de l'argent qu'ils gagnent. En échange, le Parti fournit à tous les Suédois une protection infaillible face aux accidents, ou même aux désagréments, de la vie grâce à une machine publique honnête et assez efficace. Que le Parti cesse d'être en mesure de remplir sa part du contrat social et la légitimité immense dont il bénéficie s'effondre.

Or, la campagne électorale a montré que l'efficacité de l'Etat providence fait l'objet d'interrogations de plus en plus fréquentes au regard des moyens qui y sont consacrés. L'absence d'opposition politique forte ne doit pas conduire à sous-estimer les difficultés auxquels le régime social-démocrate est confronté. Sans-doute conscient de cette réalité, Göran Persson avait choisi un slogan modeste pour mener la campagne électorale de l'été 2002 : « Je suis fier mais pas satisfait ».

Dans les écoles, les Suédois expriment certaines inquiétudes face à la diminution du nombre d'enseignants et à la dégradation significative du niveau des enseignements et de la discipline dans les établissements scolaires. Sur ces sujets, les enquêtes d'opinion montrent que pendant la campagne électorale de septembre 2002, les partis non-socialistes, et notamment le parti libéral, traditionnellement proche des milieux enseignants, ont convaincu plus que les sociaux-démocrates. Les intentions de vote pour les Libéraux ont, par exemple, progressé de 2% lorsqu'ils ont proposé d'obliger les jeunes à éteindre leurs téléphones portables à l'école.

La dégradation du système de santé préoccupe les électeurs et les responsables politiques suédois. L'allongement des listes d'attente dans les hôpitaux pour subir une intervention chirurgicale est devenu inacceptable à bon nombre de Suédois comme en témoignent les débats sur la garantie de soins pendant la campagne

électorale de l'été 2002. La garantie de soins du gouvernement prévoit d'ici trois ans la règle « 0 - 7 - 90 » : aucune attente pour la prise de contact avec les soins primaires, le patient pourra voir un médecin dans un délai de 7 jours et un traitement devra être offert dans un délai de 90 jours. Les soins dentaires restent moins performants en Suède qu'en Allemagne ou en France. Le statut public de tous les personnels de santé a conduit peu à peu à un désintérêt pour des métiers assez mal rémunérés. Aujourd'hui, la Suède doit faire face à une pénurie de personnel médical. Des programmes d'urgence ont été mis en place pour absorber des médecins et des infirmières venus de Pologne et qui suivent des cours intensifs de suédois pour travailler le plus rapidement possible dans le système de santé suédois. Les élections régionales du 15 septembre 2002 ont d'ailleurs vu la poussée de certains mouvements protestataires centrés sur les problèmes de santé. Ainsi, dans la région du Varmland, un mouvement opposé à la fermeture de plusieurs hôpitaux est parvenu à réunir 17% des voix et à devenir le deuxième parti politique au conseil régional.

L'explosion des congés maladie, qui ont doublé en cinq ans, pose un sérieux problème d'équilibre des comptes sociaux et fait apparaître de sérieuses fissures dans les comportements vertueux des Suédois habituellement peu nombreux à abuser du système. Göran Persson a d'ailleurs nommé dans son nouveau gouvernement un ministre issu des rangs du syndicat LO, Hans Karlsson, chargé de résoudre ce problème spécifique.

Le débat sur le développement des resquilleurs qui abusent de l'Etat providence pour se maintenir dans l'oisiveté commence à percer timidement. Alf Svensson, leader des Chrétiens-Démocrates, a tenté d'évoquer la question pendant la campagne électorale de 2002 mais a été à ce titre fortement critiqué par la presse.

Le mythe des sociaux-démocrates bâtisseurs vertueux de l'Etat providence est aussi battu en brèche par les controverses historiques qui se sont développées au cours des cinq dernières années au sujet des lois de stérilisation des déviants. Ces textes votés à l'unanimité dans les années 20, et donc avec le soutien des sociaux-démocrates, organisaient la stérilisation forcée de certains déviants sociaux ou de minorités qui pouvaient ralentir la construction de l'Etat providence. Le premier institut de biologie raciale avait d'ailleurs été créé à l'Université d'Uppsala en 1922. Ces lois ont été très peu appliquées après la deuxième guerre mondiale

mais n'ont été abrogées qu'en 1976. La reconnaissance de ces excès et une certaine forme de repentance dans ces domaines ont tout de même laissé un sentiment assez profond que l'Etat providence des sociaux-démocrates avait été bâti à la serpe et que le totalitarisme doux n'a pas toujours été doux pour tous.

Les lourdeurs du marché du travail commencent à susciter des interrogations assez vives. Ainsi, la règle de licenciement économique du « dernier arrivé, premier licencié » est remise en cause. Les incertitudes sur la capacité de dynamisme de la société commencent à susciter des interrogations qui interpellent le parti social-démocrate. Aucun grand groupe industriel suédois ne s'est créé depuis les années 40.

De même, le système assez peu concurrentiel de distribution est désormais contesté, tant le niveau des prix de détail en Suède demeure en moyenne 20% plus élevé que dans le reste de l'Union européenne. La grande distribution, contrôlée par trois acteurs locaux, ne s'ouvre que très lentement à la concurrence. Plus significatif encore, le monopole d'Etat de la vente au détail de boissons alcoolisées, le *systembolaget*, qui devait disparaître avec la fin de la période transitoire d'entrée de la Suède dans l'Union européenne, vient d'être prorogée par la Commission européenne pour des motifs de « santé publique ». Il demeure que ces procédés anticoncurrentiels sont à terme condamnés.

Le développement silencieux des valeurs individuelles et la multiplication des expériences alternatives

Les enquêtes d'opinion réalisées auprès des jeunes Suédois pendant la campagne électorale de 2002 montrent que des conquêtes sociales qui paraissaient uniques dans les années 70 semblent aujourd'hui banales aux yeux des jeunes générations.

Le travail au noir semble se développer, même si les définitions statistiques suédoises rendent l'analyse compliquée. Les contrats temporaires se multiplient pour faire face aux besoins croissants de flexibilité des entreprises suédoises de plus en plus exposées aux évolutions brutales des marchés mondiaux.

Le pays n'est pas resté à l'écart de l'accroissement des inégalités de revenus observé depuis dix ans dans la plupart des pays

développés. Mais c'est peut-être en Suède que l'impact social y est le plus visible. Les Suédois mesurent combien le système social homogène dans lequel ils ont grandi se fissure sous les effets de la mondialisation des activités financières et technologiques. Le développement de la bulle internet, et la place de premier rang qu'y ont occupé bon nombre de sociétés suédoises dans le secteur des logiciels, a largement légitimé le fait de gagner de l'argent. Ce coin enfoncé dans la paisible harmonie des faibles écarts de revenus a laissé des traces, même après l'effondrement des valeurs technologiques des deux dernières années. De manière plus pérenne, le commerce de luxe a fait son apparition à Stockholm au cours des cinq dernières années.

Les interrogations sur la fuite des cerveaux et la désincitation par l'impôt progressent. Sujet tabou dans la plupart des centrales syndicales européennes, un débat est ouvert au sein du syndicat LO depuis la fin de l'année 2002 sur les effets réels de l'impôt sur le patrimoine et sur les successions au regard de la motivation des entrepreneurs et de l'ensemble des salariés.

Les petites entreprises souffrent d'un système économique et social conçu d'abord pour faire cohabiter et prospérer ensemble des grands groupes industriels et financiers avec des masses de salariés syndiqués dans LO. La bulle internet a révélé l'inadaptation de cet environnement pour les entrepreneurs des sociétés de technologie. En particulier, les petites entreprises ne peuvent pas supporter certaines charges de l'Etat providence, comme d'avoir à payer les deux premières semaines de congé maladie des salariés. L'émigration d'un certain nombre de cadres qualifiés vers Londres ou les Etats-Unis a clairement progressé. Le nombre des étudiants qui quittent la Suède avec un prêt de l'Etat pour poursuivre leurs études à l'étranger est passé de 4.000 en 1990 à 30.000 en 2002. Quelles que soient les motivations de ces Suédois qui quittent la Suède, et dont, semble-t-il, un grand nombre revient au moment de fonder une famille, il demeure qu'un nombre croissant de Suédois vivent des expériences en dehors de l'Etat providence dans des pays où la place laissée à l'individu est plus étendue. Ces expériences, agrégées années après années, affecteront nécessairement l'évolution des préférences politiques au cours des prochaines années.

Même le système institutionnel reflète dans ses évolutions récentes la poussée des valeurs individuelles. Ainsi, le mode de scrutin proportionnel est-il pondéré depuis 1998 par la possibilité

pour les électeurs de choisir, au sein de la liste pour laquelle ils votent, le candidat qu'ils veulent voir élu en premier indépendamment de l'ordre choisi par le parti. En septembre 2002, près de 30% des électeurs suédois ont utilisé ce droit de personnaliser leur choix politique. Ce système encore balbutiant va inévitablement conduire certains acteurs politiques à exprimer leur originalité par rapport au groupe pour attirer sur leur nom les suffrages personnels. Les électeurs, comme les candidats, ont désormais les moyens de s'émanciper du cadre politique collectif voulu par le parti.

Les perturbations du débat sur l'immigration

Aucune question identitaire n'a réellement animé la campagne électorale de 2002. Ni les limites des principes fondateurs de l'État providence, ni le débat européen n'ont été évoqués dans le débat public. Par contre les dysfonctionnements du système public, comme la qualité des soins médicaux, l'absentéisme dévastateur au travail, les faiblesses du système scolaires ont été au cœur de la campagne. La perception d'un développement de la criminalité a suscité un début de débat mais pour l'essentiel, les thèmes de campagne sont restés ceux d'une société prospère faisant largement confiance à l'ensemble du système pour améliorer la gestion des affaires publiques.

Le seul phénomène national notable des dernières élections a été le transfert de voix massif à l'intérieur de la droite, au profit des Libéraux, suite à l'initiative de son leader, Lars Leijonborg, plaçant les questions d'immigration et d'intégration au centre de la campagne électorale. Le fond des propositions libérales visait à encourager l'immigration économique tout en renforçant les modalités d'intégration des étrangers vivant en Suède. Trois mesures phares ont fixé le débat : ouvrir le pays à l'immigration économique en accordant un titre de séjour aux étrangers qui trouvent du travail en Suède pour la durée du contrat de travail (ce permis de séjour pouvant être retiré après trois mois d'inactivité), autoriser les réfugiés à travailler dès le premier jour de leur arrivée en Suède et accorder un permis de travail permanent aux immigrés ayant travaillé cinq ans en Suède, rendre obligatoire un examen de suédois pour les candidats à la naturalisation. Ces idées couvraient un spectre très étendu et permettaient de toucher la sensibilité à la fois d'électeurs urbains de gauche ou libéraux soucieux d'ouvrir le pays à

l'immigration et d'électeurs plus conservateurs sensibles aux restrictions nouvelles à la naturalisation. Le parti libéral reprenait sur ce terrain les propositions du patronat et des autres partis non-socialistes qui se sont clairement prononcés en faveur de l'immigration.

Mais au delà du fond des mesures, le succès des Libéraux sur ce thème provient du fait qu'ils furent les premiers à ouvrir un débat sur la question de l'immigration qui préoccupait les Suédois et qui était refoulée par les autres formations politiques. Le parti libéral a saisi un frémissement dans l'opinion. Ainsi, le comité d'étude de la criminalité a-t-il décidé en 2002 de distinguer dans ses statistiques la délinquance des Suédois et les faits de délinquance commis par des immigrés. Une telle approche aurait été impensable il y a cinq ans.

Face à ces initiatives, les sociaux-démocrates sont restés confus et prudents. De fait, la position majoritaire de LO reste plutôt hostile à l'ouverture des frontières à une immigration économique. Ils demeurent fondamentalement *welfare protectionist*, considérant qu'il est préférable d'améliorer d'abord les conditions d'intégration économique des immigrés déjà établis en Suède et que l'ouverture des frontières déstabiliserait le marché du travail en accroissant les emplois précaires et en détruisant les fondements des rapports collectifs entre employeurs et salariés. Cette position devra nécessairement évoluer dans le temps, sauf à reconnaître que l'Etat providence est réservé à une Suède fermée qui vieillit.

L'extrême droite en embuscade

En 1991, l'émergence d'un parti populiste, la Nouvelle Démocratie, avait démontré que des circonstances économiques douloureuses et un leader charismatique pouvaient réunir en Suède un soutien à des propositions xénophobes. Depuis la disparition de ce parti rongé par des querelles intestines, l'influence de l'extrême droite progresse lentement à travers les Démocrates de Suède. Ce parti n'avait réuni que 5.000 voix en 1991 et était alors entré pour la première fois dans deux conseils municipaux. En 1994, 14.000 électeurs lui avaient permis d'entrer dans cinq conseils municipaux. En 1998 une progression assez lente leur permettait de passer à 20.000 voix avec des sièges dans huit conseils municipaux. En 2002, les Démocrates de Suède ont presque réussi à quadrupler leurs résultats en obtenant au total 76.000 voix et en remportant 41 sièges

dans les conseils municipaux. Leur influence est sensible principalement dans le sud du pays, notamment en Scanie et au Blekinge, où est d'ailleurs concentrée la majeure partie des immigrés.

Cette progression du vote d'extrême droite reste lente et pose une question simple : la Suède est-elle vaccinée contre le virus populiste et xénophobe qui frappe le reste du continent européen, et même les sociétés scandinaves voisines comme la Norvège ou le Danemark ? ou bien la Suède est-elle atteinte par le virus, mais bénéficie d'une période d'incubation plus longue ?

Tous les acteurs politiques suédois font preuve d'un impressionnant optimisme sur ce point et expriment une grande confiance dans l'efficacité des verrous présents dans les mentalités collectives. Il y a quelques années, les grands journaux ont publié la photo et les adresses personnelles des leaders d'extrême droite, pour permettre à l'opinion de les stigmatiser. De même, l'ensemble de la classe politique refuse de débattre avec les représentants d'extrême droite. Le seul à avoir brisé le tabou est le leader des Libéraux, Lars Leijonborg, qui a été sévèrement critiqué par les médias. Le sentiment général en Suède reste assez largement confiant dans la capacité de la société à éviter l'entrée de l'extrême droite au Riksdag.

La situation paraît en réalité bien plus préoccupante pour plusieurs raisons.

D'abord, la plate-forme idéologique des Démocrates de Suède est fondamentalement nostalgique. Ils rejettent la société multiculturelle, l'intégration européenne et l'ouverture internationale de la Suède. Ils aspirent à un retour au modèle de la Suède des années 50 du social-démocrate Tage Erlander, une Suède neutre, indépendante, où vit une population nordique homogène dans un Etat providence généreux. Cet appel au confort isolationniste peut rencontrer un certain écho dans une société traversée, comme ailleurs en Europe, par les inquiétudes de la mondialisation. Dans le même temps, les Démocrates de Suède proclament une proximité avec les valeurs familiales traditionnelles défendues par les Chrétiens-Démocrates. Enfin, le parti n'a pas de tradition autoritaire et s'insère au mieux dans les usages de démocratie locale suédois. Autant d'éléments qui limitent sa marginalisation idéologique.

Il y a dix ans, certaines localités du sud de la Suède ont connu des attaques violentes de foyers d'immigrés, similaires aux problèmes auxquels l'Allemagne de l'Est a été confrontée. Ces cas sont restés assez isolés mais les Démocrates de Suède ont écarté les éléments neo-nazis ou violents qui constituent la frange radicale du mouvement. Invoquant des principes démocratiques, la direction du parti a décidé une expulsion massive des éléments les plus troubles au printemps 2002.

Le processus de lente légitimation des Démocrates de Suède est désormais engagé. Au cours de la législature précédente, un député des Modérés, Sten Andersson, a rejoint l'extrême droite. Dans l'expression publique des sentiments xénophobes, le programme de télévision Uppdrag Granskning a diffusé un incident assez révélateur pendant la semaine précédant les élections du 15 septembre 2002. Des journalistes munis d'une caméra cachée ont questionné des candidats en campagne sur les éventuels méfaits de l'immigration. Plusieurs candidats des Modérés ou du parti social-démocrate ont alors exprimé des propos explicitement racistes. La diffusion de ces images a suscité une émotion généralisée et a entraîné la démission, parfois immédiate, des politiciens concernés. Cet incident a surtout révélé l'existence d'un sentiment xénophobe refoulé par le système.

En outre, le succès des mouvements populistes et xénophobes aux portes de la Suède, au Danemark et en Norvège, mais aussi dans d'autres pays du continent marqués par des traditions sociales-démocrates fortes, comme les Pays-Bas et l'Autriche, contribuent à banaliser les idées extrémistes des Démocrates de Suède. Plus encore, les responsables de l'extrême droite suédoise ont abondamment commenté pendant la campagne électorale de septembre 2002 la performance de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles en France en déclinant le thème suivant : « *Si des millions d'électeurs peuvent voter pour l'extrême droite dans la patrie des droits de l'homme, comment les Démocrates de Suède peuvent-ils être sur la mauvaise voie ?* ». Enfin, le thème de l'immigration, autrefois évoqué uniquement par les Démocrates de Suède, a également fait irruption dans la campagne de 2002 à l'initiative des Libéraux qui cependant sont eux profondément anti-racistes.

On peut donc considérer que trois facteurs au moins pourraient conduire des députés d'extrême droite au Riksdag en 2006. D'abord, l'émergence d'un leader charismatique ; cet objectif n'est pas inaccessible compte tenu des attentes assez modestes de l'opinion suédoise dans ce domaine. Ensuite, l'union des groupuscules locaux qui forment encore la nébuleuse des mouvements d'extrême droite autour des Démocrates de Suède ; la présence de conseillers de ces partis dans des assemblées locales devrait peu à peu accélérer le processus d'agrégation des forces. Enfin, la banalisation du discours critique sur l'immigration a désormais ouvert une brèche dans la digue du politiquement correct qui pourrait persister si l'Europe connaît une très faible croissance au cours des trois prochaines années.

Les Démocrates de Suède sont encore loin du seuil des 4% des voix nécessaires pour entrer au Riksdag, pourtant, ils ont réalisé en 2002 des scores voisins de ceux que les Chrétiens-Démocrates et les Verts avaient réalisés aux élections précédant le scrutin qui leur a permis d'entrer au Parlement.

1.2 FUSIONNER AVEC LA SOCIÉTÉ DU JUSTE MILIEU

Lagom ar bast, le mieux c'est le juste milieu. Cette formule suédoise assez courante est révélatrice d'un état d'esprit très répandu, sur lequel est bâtie l'hégémonie politique du parti social-démocrate. Pourtant, les sociaux-démocrates sont-ils encore au pouvoir parce qu'après 70 ils sont parvenus à façonner la Suède à leur image créant une forme de totalitarisme doux, ou bien sont-ils l'émanation très fidèle d'une identité sociale suédoise et de l'âme du peuple suédois que le suffrage universel exprime ? Que la poule soit avant l'œuf ou l'inverse, il demeure que les sociaux-démocrates ont réussi à incarner à la fois les individus et la collectivité de la société du juste milieu.

1.2.1 LES INDIVIDUS DU JUSTE MILIEU...

Le consensus ou la haine du conflit

Parvenir à une position commune en forgeant une décision collective, telle est sans doute le réflexe professionnel, social et politique qui imprègne la vie suédoise. Ce réflexe, vieux de plusieurs siècles, remonte aux premières heures de la vie communautaire des villages suédois. Ecouter et respecter la minorité, c'est être efficace, car la majorité des Suédois considère qu'imposer une décision à une forte minorité, c'est prendre le risque de voir cette minorité la rejeter plus tard et susciter des conflits encore plus difficiles à résoudre. La courtoisie reste une obligation politique absolue dans le débat, pas seulement une forme de bienséance. En Suède plus qu'ailleurs, celui qui cède à la colère ou qui s'enflamme dans la présentation vigoureuse de ses convictions est perçu comme un individu perturbateur inadapté au groupe. En revanche, celui qui écoute plus qu'il ne parle, qui s'exprime en faisant référence à des données factuelles, et qui développe des raisonnements logiques et simples est considéré comme quelqu'un qui contribue à résoudre efficacement les problèmes du groupe.

Alors que dans la culture professionnelle de certains pays comme la France, savoir réagir à l'imprévu est une qualité première, les Suédois valorisent la capacité à prévoir ce qui va se passer et à organiser à l'avance le travail en conséquence. En France, on considère l'affrontement comme un processus stimulant et productif. En Suède, on considère l'affrontement comme un processus dévastateur.

Cette recherche du consensus conduit à une réelle réserve dans l'expression des positions personnelles aussi longtemps qu'une position collective n'est pas finalisée. Sur ce point, les analogies avec les organisations japonaises sont nombreuses. Le réflexe de consultation est tout à fait généralisé à travers le processus de *remiss* qui associe à l'élaboration de la décision publique tous les acteurs concernés.

Le même souci du consensus se cache dans les institutions politiques. Les élections générales ont lieu constitutionnellement tous

les quatre ans, le deuxième dimanche de septembre. La campagne électorale est donc courte, elle commence après le 15 août et s'achève en cinq semaines. Toutes les élections politiques ont lieu le même jour puisque conseils municipaux et régionaux sont élus pour quatre ans en même temps que le Riksdag. Enfin, pendant les deux semaines précédant le scrutin, les électeurs peuvent voter par correspondance dans les bureaux de poste, mais aussi dans certains supermarchés et stations-essence. En septembre 2002, près de 20% des électeurs ont utilisé ce droit, ce qui atténue sensiblement l'impact des stratégies de campagne dans les derniers jours qui précèdent l'élection. Une campagne électorale unique, courte, une fois tous les quatre ans, voilà qui limite sensiblement les zones d'affrontement partisan.

A cela s'ajoutent plusieurs habitudes parlementaires qui favorisent les coopérations multi-partis. Par exemple les membres du Riksdag sont assis aux côtés des députés élus dans la même circonscription, et non pas, comme dans la plupart des démocraties parlementaires, aux côtés de ceux qui partagent la même sensibilité politique. De même, à l'issue des élections, le nom du Premier ministre est proposé par le président du Riksdag (le monarque a perdu cette traditionnelle prérogative attachée au chef de l'Etat dans la plupart des régimes parlementaires). L'investiture du Premier ministre ne donne lieu à un vote que si une majorité alternative peut se dégager contre le leader du parti le plus représenté au Parlement. De fait, ces votes sont rares. Les partis d'opposition n'ont donc pas l'obligation rituelle de faire un procès d'intentions au Premier ministre ni même de lui refuser la confiance dans un vote explicite. En évitant de formaliser a priori des rapports d'opposition, le système rend plus facile pendant la législature les coopérations ponctuelles entre le gouvernement et les partis de la minorité.

La culture associative et le goût pour les organisations de masse

Les partis politiques suédois restent des organisations de masse, même si on constate une lente tendance à la diminution du nombre d'adhérents. Le parti social-démocrate suédois revendique 152.000 membres, ce qui, ramené à la population française correspondrait à un parti socialiste comptant environ un million d'adhérents. Les Modérés revendiquent 80.000 membres, ce qui là

encore correspondrait à un parti conservateur de 500.000 membres en France.

Au delà des organisations politiques, le goût pour l'action collective imprègne toute la société suédoise. L'Eglise de Suède, qui a été séparée de l'Etat en 2000, reste une organisation de masse qui joue un rôle important dans la vie suédoise. La plupart des Suédois participent activement à des associations de co-proprétaires et de résidents d'immeubles qui sont des lieux de décisions collectives permanentes. Dans nombre d'immeubles ou de programmes de développements immobiliers, un local est prévu pour les activités communautaires, géré par les résidents. Un million de Suédois participent à des chorales. Les ligues de tempérance anti-alcooliques restent très actives. L'immense majorité des Suédois sont actifs dans des clubs de sport, notamment de hockey sur glace. Les activités sportives les plus individuelles, comme le jogging, sont souvent conçues avec un objectif collectif : participer à un marathon. Un très grand nombre de Suédois participent à des cours du soir pour des raisons purement sociales. Il est naturel de se retrouver en grands groupes. Le groupe renforce la qualité de l'action, le groupe procure de la reconnaissance, le groupe crée un sentiment d'égalité.

Un consentement assez large au système collectif très structurant s'accompagne pourtant d'un fort attachement à quelques sanctuaires individuels que sont la résidence privée et, plus encore, la *stuga*. Ce chalet, cabanon ou véritable maison, souvent située en pleine nature, accessible à la majorité des suédois citadins qui vont y retrouver, aussi souvent que possible, les contacts avec la nature omniprésente, mais aussi y rechercher un espace intime qui échappe au système globalisant. Autre échappatoire au système de contrôle social, l'alcool abondamment consommé en fin de semaine et qui permet à un grand nombre de Suédois de s'abandonner à l'ivresse, soupape d'évacuation de la pression sociale.

L'égalité partout et toujours

Jusqu'à la révolution industrielle, le niveau de vie général des Suédois était faible et assez homogène. Le sentiment populaire de vivre dans un monde d'injustice n'a jamais atteint en Suède le niveau que nous avons connu ailleurs en Europe.

Revendiquer une quelconque supériorité sociale ou se comporter en marquant une autorité qui n'a pas été explicitement déléguée sont des attitudes qui provoquent immédiatement le rejet du groupe. L'attitude correcte consiste à minimiser son propre rôle au bénéfice du groupe. Ce trait marquant des comportements suédois conduit souvent à rapprocher cet aspect de la vie avec les comportements professionnels et sociaux au Japon.

Le vouvoiement a disparu au cours des trente dernières années. Dans le travail, chacun se comporte avec une conscience très élevée d'être l'égal de ses collègues. Les empilages hiérarchiques qui caractérisent si fortement certains pays du sud de l'Europe, comme la France, laisse la plupart des Suédois très perplexes. Il n'y a plus de médailles et décorations officielles. Au sein des ministères, le ministre communique souvent directement avec le fonctionnaire de base qui gère un dossier.

Les enseignants ne notent pas les élèves jusqu'à l'âge de 14 ans. Plus généralement, tout le système pédagogique repose sur la formation d'une identité collective et le développement d'une culture de travail en groupe et de l'écoute mutuelle. Les élèves les plus rapides sont invités à rester patients avec les plus lents. La spontanéité de la jeunesse est délibérément inhibée pour empêcher les anathèmes ou les attitudes méprisantes ou comparatives.

Egalité aussi dans les rapports entre les hommes et les femmes qui, même en couple, partagent souvent précisément les dépenses communes et sont encouragés à prendre chacun une moitié du congé parental d'un an.

Egalité face à l'importance du savoir dans un pays où le diplôme n'est pas un attribut du statut social. En Suède, être brillant est suspect. Le goût pour la simplicité du raisonnement est très largement répandu : si une idée est simple et simplement exprimée, elle est probablement vraie ; si en revanche, l'idée est compliquée et exprimée de manière complexe, elle est suspecte.

Autant de lieux dans le pays, autant de moments dans la vie des Suédois, autant d'habitudes de communication entre les Suédois où la société exprime des exigences d'égalité si cohérentes avec l'idéologie sociale-démocrate.

1.2.2 DANS LA COLLECTIVITE DU JUSTE MILIEU

La providence dans la maison commune et la confiance dans l'action publique

La notion de *folkhemmet* « maison du peuple » ou « maison commune » s'est imposée dans l'idéologie sociale-démocrate suédoise dans les années 20, notamment dans les discours de Per Albin Hansson qui invitait les Suédois à construire collectivement des liens de solidarité et d'égalité aussi intenses que ceux qui peuvent être observés dans la famille suédoise classique idéale.

Aucune société n'est probablement allée aussi loin dans le collectivisme librement consenti. En Suède, point de révolte des smicards contre les Rmistes. L'immense majorité de la population ne conteste pas le niveau élevé des prélèvements obligatoires, ni le niveau élevé des transferts sociaux, car chacun se perçoit comme un bénéficiaire en puissance du système. La frustration de contribuer pour des resquilleurs qui abusent du système est absente du débat public.

A l'arrivée, on trouve un système où la solidarité familiale ne joue plus un rôle essentiel, car le plus important pour traverser les moments difficiles reste d'avoir de bonnes relations avec l'Etat providence. La multiplication des divorces, phénomène certes observé dans l'ensemble du continent, est un autre indice de ce mouvement. L'opinion commune est bien que le système absorbe les conséquences du divorce en pourvoyant un revenu décent à celui des conjoints qui aura la charge des enfants.

La Suède est un pays largement géré par des politiciens qui interviennent dans tous les aspects de la vie locale et nationale. L'Etat est légitime car les autorités ne sont pas regardées comme des entités extérieures mais au contraire comme un groupe d'hommes et de femmes pleinement insérés dans la société.

Il existe également un sentiment généralisé selon lequel la décision publique est l'aboutissement d'un processus rationnel. La méfiance des Suédois pour le romantisme politique ou pour les

idéologies lyriques a pour corollaire une obsession de la rationalité. On mesure le problème, on analyse les options, on pèse les alternatives, on consulte tout le monde, on atténue l'effet prévisible de la décision sur les minoritaires et l'on met immédiatement en œuvre sans revenir en arrière. Telle est la perception du processus de décision politique pour un très grand nombre de Suédois.

L'opinion est aussi convaincue qu'elle dispose des moyens de contrôler les autorités. Le sentiment selon lequel la collectivité est gérée de manière plutôt efficace par des gens honnêtes, plutôt compétents, proches des préoccupations de la population, est encore très largement répandu. C'est là le socle sur lequel repose l'Etat providence.

C'est aussi le socle qui explique que, à la différence de la Norvège, la révolte fiscale est très peu présente dans le discours politique. Le pays qui a les prélèvements obligatoires les plus élevés au monde reste aussi celui où la majorité des électeurs est opposée aux baisses d'impôts tant ils l'associent à une dégradation de l'infrastructure de protection sociale.

L'obéissance à l'autorité et l'attitude positive par rapport au changement

Le système est globalisant et produit de la sécurité et des biens collectifs en abondance. C'est à l'intérieur de ce système que chacun est libre de mener ses projets personnels. Une fois que la décision collective est prise, il y a peu de place pour la déviance ou la dissidence. Les comportements déviants ou la fraude sont très sévèrement réprimés. Les comportements illégaux peuvent exister mais ils se criminalisent très vite. D'ailleurs la délation n'est pas considérée comme un acte coupable mais comme un comportement responsable pour protéger le système vertueux.

Pourtant, certaines pratiques collectives apparaissent parfois à l'observateur étranger comme des indices totalitaires. Il en est ainsi du numéro personnel, créé en 1946, dont chaque Suédois est doté et qui est formé par la date de naissance suivie de quatre chiffres. Ce numéro identifiant est largement utilisé dans les rapports avec l'ensemble des administrations, notamment avec le monde de la santé, et très souvent aussi dans les relations privées (salaires, assurance, échanges bancaires, abonnements divers, achats par

correspondance, cautions personnelles...). La Suède est ainsi l'un des très rares pays démocratiques, sinon le seul, à s'être doté d'un système qui rend possible la centralisation sous un seul chiffre de toutes les informations publiques et privées relatives à l'individu. L'interconnexion de certains fichiers publics et de certains fichiers privés est largement développée grâce à ce numéro personnel, notamment pour préparer les déclarations fiscales prêtes à signer. Le public suédois voit massivement dans ce numéro personnel un outil d'efficacité collective et non pas une menace pour les libertés individuelles. Le sentiment général est que le numéro ne peut être utilisé contre le citoyen. Telle est peut-être ici la preuve la plus aboutie de la confiance totale des Suédois dans l'Etat. Par ailleurs, la société du bien-être suédois n'est pas accessible à celui qui ne dispose pas de ce numéro. D'ailleurs, ce système de contrôle social rend la vie des immigrants illégaux très compliquée, car sans numéro personnel c'est non seulement l'accès à l'Etat providence qui est impossible, mais c'est aussi toute la consommation qui privée qui est restreinte.

La même obéissance à l'autorité légitime crée une attitude positive par rapport au changement proposé par les responsables politiques. La position géographique de la Suède, aux confins du continent, a toujours entretenu une inquiétude face au risque de marginalisation. Basculer partout et toujours dans la modernité est un véritable credo pour éviter qu'à la marginalisation géographique, s'ajoute une marginalisation des idées et des comportements. Le modernisme est une façon de penser, un repère identitaire suédois. Or, pour beaucoup de sociaux-démocrates, ce qui est moderne en Europe en ce début de siècle, c'est le blairisme. Suivre les dirigeants politiques qui guident le pays sur les voies de la modernité est un réflexe suédois ancien.

L'autre facteur qui favorise les mutations est l'absence de romantisme idéologique. L'analyse rationnelle des faits s'impose facilement dans les débats ; si elle conduit nécessairement à faire évoluer la situation présente, alors on change. Le syndicat LO a largement contribué à soutenir a priori, toutes les initiatives nouvelles. Les sociaux-démocrates ont su conduire, et faire accepter, de profondes mutations sociales en capitalisant sur cette ouverture au changement.

1.3 MAINTENIR LE REGIME SOCIAL-DEMOCRATE

Quand une force politique est au pouvoir de manière quasi-continue depuis 70 ans, quand sa plate-forme idéologique a recouvert progressivement toute l'offre politique, quand sa machine de pouvoir s'est organisée de manière méthodique pour assurer sa pérennité aux affaires, quand les modalités d'exercice du pouvoir et le recrutement de celles et ceux qui l'exercent reste stable et homogène, alors on peut sans doute parler d'un régime partisan. Et s'il est vrai que la France est encore la plus monarchique des républiques, la Suède est probablement la démocratie parlementaire la plus proche d'un régime à parti unique.

1.3.1 LE « PARTI UNIQUE »...

Le rôle dirigeant du parti

Le parti social-démocrate de Suède bénéficie d'un véritable bail emphytéotique de 99 ans pour gérer le pays. Toutes les enquêtes d'opinion montrent que le parti social-démocrate est avant tout perçu comme un appareil compétent pour gérer les affaires publiques. Fiabilité et stabilité sont les attributs les plus souvent attachés au parti. Cette réalité est tellement profonde que le parti n'est pas obligé de formuler des promesses programmatiques précises. Une affirmation vigoureuse de la défense du mode de vie et des valeurs suédoises suffit. Par ailleurs, le parti couvre un spectre social et politique tellement vaste qu'il est souvent qualifié de Suède en miniature.

Les sociaux-démocrates structurent le cadre intellectuel du débat politique ; ils sont également parvenus à en déterminer les pratiques. Ainsi, chaque année en juillet, le parti social-démocrate tient une convention sur l'île de Gotland où Olof Palme avait sa résidence d'été. Cet événement est progressivement devenu le lieu de rencontre de l'ensemble de la classe politique et tous les partis y tiennent désormais en même temps leur conférence. Cette tradition sociale-démocrate est devenue une pratique politique nationale.

A l'intérieur du parti social-démocrate, la grande stabilité de la direction permet d'exercer un contrôle étroit sur la base du Parti. Tage Erlander est resté Premier ministre pendant 23 ans, Olof Palme pendant dix ans avant d'être assassiné. Si Göran Persson reste aux affaires jusqu'à la fin de la législature, il aura exercé les fonctions de Premier ministre pendant dix ans aussi. La direction du Parti veille en permanence à son unité. Elle veille surtout à intégrer très tôt toutes les initiatives isolées et à absorber tous les individus qui pourraient susciter une contestation incontrôlée. Dès lors, se crée une situation où, à tout moment, il n'y a aucune alternative à la direction du parti.

L'identification sociologique au parti social-démocrate est profonde et durable. Le vote social-démocrate reste une puissante tradition familiale. Ainsi, alors qu'ailleurs en Europe un nombre significatif de jeunes électeurs votent pour des partis protestataires, la majorité des jeunes suédois votent encore comme leurs parents pour le parti social-démocrate qui gouverne depuis près de 70 ans.

L'hégémonie idéologique : les partis bourgeois, une minorité plus qu'une opposition

Il existe en Suède un très fort, et très ancien, attachement à un modèle de société égalitaire mis en œuvre par les sociaux-démocrates depuis 70 ans et qu'aucun des partis non-socialistes ne remet fondamentalement en cause. Même le parti d'extrême droite, les Démocrates de Suède, revendique le retour puriste à l'Etat providence originel des années de Tage Erlander.

Les sociaux-démocrates se sont vus reconnaître peu à peu le privilège de l'ordre du jour. Ce sont eux qui dans la vie politique contemporaine formulent les problèmes et forcent les autres groupes politiques à se positionner à l'intérieur du cadre fixé par les sociaux-démocrates.

Les partis bourgeois se définissent désormais comme des partis non-socialistes. Leur identité même est désignée par rapport à la référence social-démocrate centrale.

Certains journalistes affirment souvent qu'il y a en Suède, huit partis sociaux-démocrates et que les électeurs donnent systématiquement la préférence au plus social-démocrate d'entre eux

et rejettent les formes abâtardies de la social-démocratie que sont les partis non-socialistes.

De temps à autres, certains éléments des Modérés ou des Libéraux tentent, sans grand succès, de développer des propositions plus proches des valeurs individuelles prônées par les autres partis conservateurs d'Europe. Mais, l'émergence d'une droite libertaire qui se battrait pour combattre le big brother est encore balbutiante. La violente défaite des Modérés a tout de même libéré quelques énergies. Ainsi, le 20 septembre 2002, Tove Lifvendahl, leader du mouvement des jeunes Modérés, invitait la direction de son parti à rompre toute coopération avec les Libéraux et avec le parti du Centre qualifiés par elle de « partis plus ou moins sociaux-démocrates dans des habits non-socialistes ».

Le parti des travailleurs et la relation spéciale avec LO

Le syndicat LO a créé le parti social-démocrate en 1889 et revendique aujourd'hui deux millions d'adhérents, soit plus d'un Suédois actif sur trois. Imaginons un instant un syndicat qui en France compterait 13 millions de membres. Depuis le début du X^{X^{ème}} siècle, LO est demeuré l'organisation de base et la machine partisane des sociaux-démocrates. Pendant longtemps, un congrès de LO précédait le congrès des sociaux-démocrates et fixait les orientations du mouvement des travailleurs. Jusqu'à la fin des années 70, tous les membres de LO, auquel adhèrent plus de 80% des salariés, étaient automatiquement inscrits au parti social-démocrate. Encore aujourd'hui près de 55% des membres de LO votent pour le parti social-démocrate et il est quasiment impossible de détenir des responsabilités au sein de LO sans être membre du parti social-démocrate. Jusqu'aux années 80, la plupart des ministres sociaux-démocrates étaient membres de LO, et le président de LO était toujours élu député au Riksdag sur une liste sociale-démocrate. LO a pris récemment l'engagement de recruter 100.000 nouveaux membres pour le parti social-démocrate. La présidente de LO est membre du comité exécutif restreint de cinq personnes qui dirige le parti social-démocrate.

LO a fortement soutenu le mouvement social-démocrate en participant à la lutte contre la gauche radicale. Ainsi, le syndicat a-t-il toujours surveillé de près les tentatives d'entrisme des gauchistes et des communistes. Il a empêché l'émergence de tout syndicalisme

contestataire et révolutionnaire. Dès lors, le mouvement syndical est resté un mouvement vigilant à l'égard de l'action des gouvernements sociaux-démocrates mais toujours coopératif dans la mise en œuvre de réformes.

Pendant les années 70, LO a été ainsi un facteur de modernisation et de transformation de l'économie suédoise. Il a très tôt développé dans ses analyses la distinction entre les secteurs protégés et les secteurs exposés à la mondialisation. Il a notamment accepté l'idée que les conditions salariales des secteurs protégés ne devaient pas affaiblir la compétitivité des secteurs exposés à la mondialisation qui alimentent la prospérité suédoise. Cette capacité à co-gérer les mutations tient beaucoup à la puissance de LO. Ce syndicat, qui organise quasiment tout le monde du travail, est forcé d'avoir une analyse globale des évolutions économiques et ne peut se permettre de sombrer dans la défense de corporatismes particuliers.

LO structure le monde du travail. C'est le syndicat qui annonce au salarié son augmentation de salaire annuelle. C'est le syndicat qui verse les indemnités de chômage au salarié licencié. LO veille aussi à la paix sociale qui est considérée comme un atout de la prospérité suédoise. Une grève tous les vingt ans et un dialogue permanent avec les employeurs et des consultations très étroites avec le gouvernement en amont des grands choix, voilà des atouts significatifs qui facilitent la tâche des sociaux-démocrates. LO comme le gouvernement savent qu'un conflit ouvert affaiblirait l'un et l'autre. La puissance financière accumulée par le syndicat lui permet aussi bien de tenir une longue grève que de soutenir les caisses du parti social-démocrate.

LO fait gagner les élections. En 1998, le tassement des résultats des sociaux-démocrates tenait largement à la très faible mobilisation de LO, alors déçu par la politique d'austérité menée par le gouvernement. En 2002 au contraire, tous les salariés de LO se sont vu octroyer un congé payé spécial pour faire la campagne du parti social-démocrate. Des délégués de LO ont organisé des réunions dans la plupart des entreprises du pays pour soutenir le parti social-démocrate. Le comité de pilotage de la campagne électorale de 2002 était constitué de quatre membres : Göran Persson, Anna Lindh, ministre des affaires étrangères, le secrétaire général du Parti et Wanja Lundby-Wedin, leader de LO. Au soir de sa victoire, Göran Persson a fait sa première apparition à la télévision

aux côtés de Wanja Lundby-Wedin, et l'a remerciée publiquement pour sa contribution déterminante au succès électoral.

LO influence le choix des dirigeants du pays. Très peu de députés sociaux-démocrates ne sont pas membres de LO. Plus nettement encore, LO intervient dans les crises de succession. Olof Palme fut assassiné un vendredi soir. C'est Ingvar Carlsson qui fut choisi par la direction du Parti, le dimanche matin, pour lui succéder aux fonctions de Premier ministre à la suite d'interventions directes et précises des dirigeants de LO pendant toute la journée du samedi. En 1996, Mona Sahlin a été écartée de la succession d'Ingvar Carlsson, au bénéfice de Göran Persson, pour divers prétextes mineurs (le scandale du Tobleron et l'affirmation de ses ambitions) mais plus fondamentalement du fait de l'hostilité de LO. Aujourd'hui, Anna Lindh, la ministre des affaires étrangères, est considérée comme le successeur naturel de Göran Persson, notamment parce qu'elle est aussi perçue comme très proche de LO.

Enfin, les sociaux-démocrates entretiennent d'excellentes relations avec l'autre syndicat, TCO, qui représente les cols blancs et dont le président est un ancien secrétaire d'Etat social-démocrate. SACO, le syndicat qui représente les salariés les plus diplômés, est plus indépendant de LO que TCO, même si son dirigeant est elle aussi un ancien secrétaire d'Etat social-démocrate.

La perte de vitesse du syndicat LO devient néanmoins un vrai souci pour Göran Persson. Le nombre des membres diminue progressivement du fait des départs à la retraite. La proportion des membres de LO qui votent pour les sociaux-démocrates faiblit d'élections en élections. Dans le même temps, le parti social-démocrate vieillit.

La bulle internet a commencé à révéler un certain rejet des syndicats par bon nombre de jeunes salariés. Les sociaux-démocrates sont confrontés à ce grand défi de formuler une nouvelle identité populaire dans un environnement où les cols bleus disparaissent et où un nombre croissant de salariés travaillent dans les secteurs syndiqués par TCO et SACO.

L'hégémonie sociale et la machine de pouvoir

Le parti social-démocrate offre des opportunités de carrières à tous ceux qui s'intéressent à l'action publique. Mais il est presque le seul à pouvoir le faire en Suède. C'est un véritable clergé national de la gestion publique. Tous les jeunes politiciens quelque peu ambitieux rejoignent les sociaux-démocrates, tant les partis non-socialistes n'offrent que la perspective de carrières de témoignage. Une attitude d'autant plus facile que, dans l'étroit spectre politique suédois, le courant moderniste du parti social-démocrate n'est pas forcément éloigné de certains partis non-socialistes.

L'observateur étranger reste frappé par la présence fréquente de plusieurs membres d'une même famille dans le système politico-administratif contrôlé par le parti social-démocrate. Ce phénomène, sans doute inévitable dans un petit pays, surprend par son acceptation très naturelle aux yeux des Suédois. Un groupe de gens qui se connaissent bien et qui passent beaucoup de temps ensemble gèrent le pays depuis longtemps.

Le Parti cherche également à capter toutes les initiatives sociales en y associant ses représentants. Ainsi, l'un des premiers adhérents d'ATTAC en Suède a été Leif Pagrotsky, alors ministre du commerce extérieur. C'est une machine de pouvoir qui capte et digère tous les lieux de pouvoir.

L'influence du parti social-démocrate s'étend dans des domaines assez inattendus pour un observateur venu du sud de l'Europe. Ainsi, la majorité des membres élus du synode de l'Eglise de Suède sont issus du parti social-démocrate. De nombreux prêtres sont membres du parti social-démocrate et la nouvelle ministre de la défense, Leni Björklund, était il y a peu de temps encore secrétaire général de l'Eglise de Suède.

Le parti social-démocrate est aussi très proche de plusieurs organisations économiques puissantes, notamment des grandes coopératives de distribution, comme KF, et les grandes entreprises de construction et du logement, comme HSB, Riksbyggen, SABO et NCC, qui sont souvent dirigés par d'anciens responsables du parti social-démocrate.

Le Parti avant les hommes et la captation des énergies politiques

Les responsables du parti social-démocrate sont des politiciens à plein temps qui n'ont jamais exercé de métiers en dehors de la politique, et qui ont commencé leur carrière assez jeune, souvent au sein du mouvement des jeunesses sociales-démocrates. Plusieurs ministres du gouvernement de Göran Persson ont d'ailleurs présidé dans leur jeunesse ce mouvement. C'est le cas notamment d'Anna Lindh, ministre des affaires étrangères. Ils poursuivent ensuite pour la plupart des carrières d'apparatchik, occupant successivement les fonctions politiques offertes grâce au mode de scrutin proportionnel. Olof Palme a fait toute sa carrière comme principal collaborateur de Tage Erlander avant de devenir Premier ministre. Göran Persson a débuté à la municipalité de Katrineholm et a progressé à travers l'appareil du Parti, jusqu'au gouvernement. La plupart des membres du gouvernement n'ont pas fait d'études supérieures. Le recrutement de la classe politique social-démocrate est homogène et les traditions politiques familiales restent très fortes. Ainsi plusieurs ministres de Göran Persson sont des enfants de ministres d'Olof Palme ou d'Ingvar Carlsson.

Le Parti passe avant les hommes. Ainsi, exprimer publiquement une ambition de leadership est une faute mortelle en politique suédoise. Mona Sahlin, la princesse héritière d'Ingvar Carlsson a commis l'erreur fatale de déclarer en 1995 son intention de briguer la succession du Premier ministre, et s'en est trouvée immédiatement marginalisée. Göran Persson, fin connaisseur du système, a passé plusieurs années à nier farouchement toute ambition suprême, puis a fini par accepter la charge de Premier ministre qu'il occupe depuis 1996, et probablement jusqu'en 2006. Le message subliminal du Parti à ses membres et à ses responsables est clair : « *Vos idées personnelles sont moins importantes que notre vision commune* ». Un leader social-démocrate est d'abord une personnalité qui se distingue par ses compétences dans la gestion publique et gouvernementale, et par sa capacité à contribuer et à conduire le débat public. Le leadership ne se conquiert pas explicitement, il est accordé par ses pairs.

A cela, s'ajoute le fait que les carrières publiques et privées restent séparées de manière assez étanche, de sorte que les individus qui travaillent dans des entreprises privées ne s'engagent dans la vie politique que de manière exceptionnelle. Au delà même, tous ceux

qui ont un goût pour l'action publique savent que c'est au parti social-démocrate que se prennent les grandes décisions publiques. On assiste ainsi à une sélection naturelle puissante où les meilleurs responsables publics rejoignent le parti social-démocrate, et où les hommes et les femmes de qualité qui ont une sensibilité de droite préfèrent faire carrière dans la presse, dans des think-tanks ou dans les entreprises, abandonnant ainsi le travail d'opposant à des personnalités moins brillantes que dans d'autres partis conservateurs d'Europe.

Le Parti fournit des efforts considérables pour accueillir dans ses rangs de tous jeunes talents et leur offrir des responsabilités réelles. Dès que de jeunes militants se distinguent dans le débat public, ou même, critiquent le système, on leur propose de participer à des comités du Parti et à y prendre des responsabilités. Ce renouvellement permanent des responsables publics maintient une certaine énergie dans le système et évite la sclérose.

Le gouvernement de Göran Persson formé en octobre 2002 compte plusieurs jeunes ministres : Lena Hallengren, vice-ministre de l'éducation (28 ans), Morgan Johansson, ministre de la santé (32 ans), Ulrica Messing, ministre de l'équipement (34 ans) et Pär Nuder, ministre de la coordination politique (39 ans). Dans le même temps, l'usage veut que les responsables sociaux-démocrates quittent la politique assez jeunes. L'exemple le plus célèbre est celui du Premier ministre Ingvar Carlsson qui décida en 1996 de quitter la politique pour consacrer plus de temps à sa vie personnelle. Cet exemple est communément suivi. En octobre 2002, la vice-Première ministre, Lena Hjelm-Wallén, a pris sa retraite politique à 59 ans. Kjell Larsson, ministre de l'environnement a fait de même à 60 ans. Aucun membre du gouvernement de Göran Persson formé en octobre 2002 n'a plus de soixante ans. Les deux successeurs probables de Göran Persson dont les noms sont le plus souvent cités sont Anna Lindh (45 ans) et Thomas Östros (41 ans). Cette démographie politique s'étend à l'ensemble de la classe politique puisqu'on ne compte que cinq députés de plus de 65 ans et soixante deux députés de moins de 36 ans, parmi les 349 membres du Riksdag élus le 15 septembre 2002.

Les électeurs n'ont pas l'impression d'avoir à faire à une élite politique. L'attachement viscéral aux dogmes de l'égalité rend l'opinion très hostile à tout ce qui pourrait ressembler à une élite permanente et les responsables du parti doivent rester très proche du

peuple. Pendant longtemps le mouvement ouvrier et même le parti social-démocrate sont restés méfiants à l'égard des intellectuels.

La simplicité des profils des membres du gouvernement crée une réelle identification entre les dirigeants et la majorité de l'opinion. La composition des listes obéit à des règles assez rigoureuses. D'abord, on veille à la parité entre les femmes et les hommes. Ensuite on veille à une forte représentation des jeunes. Cet aspect est devenu tellement important que l'on a vu des associations de retraités protester contre le fait que seuls cinq députés avaient plus de 65 ans, alors même que l'âge moyen de la population s'accroît comme dans le reste de l'Europe. On veille également à l'équilibre des origines professionnelles ; dans certaines régions, il n'est pas approprié que les candidats les plus visibles soient diplômés car les candidats du parti doivent refléter la situation sociale des électeurs. Pour les mêmes raisons, les candidats issus de LO doivent trouver leur place sur les listes. La représentation géographique de l'ensemble du territoire est assurée. Enfin, on veille à une représentation aussi forte que possible de candidats immigrés devenus suédois récemment, afin d'insérer au mieux dans le processus électoral les communautés suédoises d'origine étrangère.

1.3.2 DANS UN CADRE PROFONDEMENT DEMOCRATIQUE

L'originalité du régime social-démocrate tient à l'environnement profondément démocratique, dans lequel il se meut et qui empêche la sclérose, l'inefficacité, le conservatisme et la corruption qui frappent ailleurs dans le monde, et même en Europe, les partis restés au pouvoir bien moins longtemps que les sociaux-démocrates suédois.

Une capacité d'évolution collective au sein du parti

Le parti social-démocrate sait évoluer et veut évoluer. Il a très peu de points communs avec ce qu'il était dans les années 70. Il existe certes une petite aile gauche qualifiée de conservatrice, mais elle est peu audible. Le débat est permanent. Les fractions ou courants sont interdits, d'autant plus que les ambitions personnelles trop visibles, qui pourraient ailleurs les justifier, sont rapidement sanctionnées par le système. Cela fluidifie le débat qui se porte spontanément plus sur la substance des sujets que sur les rapports de

force internes. La tradition réformiste et la culture pragmatique du Parti autorisent des débats complètement ouverts. Ceux qui défendent des solutions plus efficaces pour résoudre des problèmes de gestion publique emportent toujours plus facilement la conviction que ceux qui invoquent les principes fondateurs des grands ancêtres ou les risques d'effondrement du mouvement populaire.

Le Parti couvre un spectre politique tellement vaste que l'on y trouve toutes les sensibilités sur les grands débats politiques : par exemple, des éléments pro-nucléaires et d'autres anti-nucléaires ainsi que des pro-européens et des anti-européens. Le Parti s'est notamment trouvé profondément divisé sur la question de l'organisation d'un référendum sur l'adhésion à l'Union européenne. Cette diversité permet d'organiser le débat à l'intérieur du Parti et, le cas échéant, d'adapter les positions politiques en tenant compte des évolutions du pays réel et des contraintes européennes ou internationales.

L'idée est aussi largement admise que les postures politiques extrémistes ou caricaturales sont nocives à un parti de gouvernement comme le parti social-démocrate. En 1976, les sociaux-démocrates perdirent les élections pour avoir adopté des positions démesurément gauchistes aux yeux de l'opinion, notamment sur les questions nucléaires. Le Parti veille donc à maintenir des exigences élevées de faisabilité de tout ce qui est proposé au public.

Ainsi, pendant l'été 1991, le parti social-démocrate décida d'enterrer l'ancien modèle suédois de l'Etat providence et d'engager une rénovation de son appareil idéologique et programmatique. Cette mutation fut purement le fait d'une discussion interne au Parti confronté à l'effondrement des finances publiques qui avait atteint son paroxysme à la fin des années 80 et au début des années 90. Les sociaux-démocrates eux-mêmes ont engagé à l'intérieur du Parti une lente mutation vers des politiques qui seraient qualifiées ailleurs de sociales-libérales. Aucune alternance n'a été nécessaire pour engager ces mutations. Le travail d'adaptation des sociaux-démocrates a simplement été facilité par certaines réformes initiées par le gouvernement non-socialiste de Carl Bildt qui ont été ensuite poursuivies après 1994 avec le retour de la gauche aux affaires.

Dès lors, les dirigeants sociaux-démocrates poursuivent deux objectifs : maintenir l'unité du parti et rester au pouvoir le plus

longtemps possible. Ces deux ambitions poussent aisément au compromis.

A cela, s'ajoute une culture de la pratique gouvernementale assez exigeante. Les ministres savent qu'en entrant au gouvernement, ils doivent d'abord participer au débat interne mais surtout rester discrets sur les solutions qu'ils préconisent aussi longtemps qu'une position collective n'a pas été adoptée. Le gouvernement se réunit tous les jeudis. Mais chaque jour, les ministres présents à Stockholm déjeunent ensemble et testent toutes les idées nouvelles qu'ils entendent faire avancer et valident leurs projets de communication publique.

Une large porosité aux idées venues d'ailleurs

Le parti social-démocrate est tellement sûr de sa position hégémonique qu'il n'hésite pas à reprendre certaines idées formulées par les partis bourgeois pour en faire des politiques gouvernementales. De fait, les Libéraux et les Modérés jouent un rôle de laboratoire d'idées dans la vie politique suédoise. Plus nettement encore, les sociaux-démocrates remettent rarement en cause les réformes initiées par les partis non-socialistes durant les très rares alternances au pouvoir. Ainsi, la privatisation partielle des écoles initiée par la droite en 1991 a été poursuivie par les sociaux-démocrates après 1994. Les sociaux-démocrates sont devenus des experts de premier plan dans la gestion du temps politique. Ils revendiquent l'idée selon laquelle si un mouvement politique n'évolue pas, il est dépassé par l'histoire, et que s'il évolue trop vite, il n'est pas suivi par les électeurs.

En outre, un grand nombre de responsables sociaux-démocrates a beaucoup voyagé depuis le début des années 90. Les plus âgés ont participé au processus de négociation et d'intégration européenne. Les plus jeunes ont souvent étudié à l'étranger, surtout aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Tous ces contacts ont largement préparé l'appareil du Parti aux profondes mutations intellectuelles qu'il a vécues depuis dix ans.

Par ailleurs, la communauté des responsables politiques est restreinte dans un pays de presque neuf millions d'habitants ou, peu ou prou, tout le monde connaît tout le monde dans la capitale. Dès lors, le dialogue avec la minorité non-socialiste est permanent, y

compris dans différents clubs privés de responsables économiques qui accueillent facilement syndicalistes et politiciens sociaux-démocrates.

Le traitement des idées iconoclastes obéit à un rituel assez standardisé. Une tribune lançant l'idée nouvelle est publiée dans la page débat d'un grand journal. Le Parti observe les réactions. Si elles sont largement négatives, on qualifie l'idée de position personnelle ; si en revanche l'intérêt se confirme, on enclenche le processus de décision politique. Ainsi en 1998, Göran Persson a accepté de plafonner les frais de crèche, ce qui constituait un retournement complet des positions du Parti quelques mois plus tôt.

La production de décisions publiques est extrêmement consensuelle. Pour résoudre un problème, on commence par former un groupe de travail regroupant toutes les parties concernées, c'est à dire dans la plupart des cas au moins les syndicats et le patronat, et présidé par une personnalité incontestable. Le ministère compétent organise les travaux, apporte une expertise technique ou juridique et élabore les comptes-rendus, mais n'intervient pas pour orienter les conclusions. Au terme de ses travaux qui doivent déboucher sur des conclusions consensuelles, le groupe soumet ses propositions au gouvernement qui, dans la plupart des cas, les reprend in extenso à son compte. Les ministres ne sont donc pas pris dans l'obsession de l'effet d'annonce. Leur posture politique est fondamentalement différente de celle que l'on peut observer en France, car il n'y a en Suède aucune nervosité sur la communication de la décision politique. Dans l'esprit de la plupart des responsables sociaux-démocrates, évoluer n'est pas trahir, si c'est pour améliorer la vie du plus grand nombre de Suédois.

Une démocratie parlementaire efficace sous le regard vigilant de la presse

La première constitution suédoise remonte à 1634. A cette date, il existait déjà depuis plus de cent ans un Riksdag composé des représentants des quatre ordres, la noblesse, le clergé, la bourgeoisie et la paysannerie. Le suffrage universel pour tous les hommes et les femmes a été acquis en 1921. Les traditions parlementaires sont donc anciennes et fortes. De plus, le monocamérisme est institué depuis 1970, avec pour effet de concentrer l'intégralité du débat politique sur un groupe unique de 349 députés. Au delà d'une activité très

dynamique, comme dans la plupart des régimes parlementaires d'Europe, le Riksdag est doté de plusieurs instruments qui lui permettent d'aller assez loin dans le contrôle de l'activité courante du gouvernement.

Ainsi, la Commission constitutionnelle du Riksdag, composée de députés issus des différents groupes politiques, surveille de manière assez intrusive l'exercice des fonctions ministérielles et la gestion des affaires gouvernementales. Son contrôle a pour but de vérifier si le gouvernement, et les ministres à titre individuel, ont respecté les règles et pratiques pertinentes dans le traitement des dossiers qui leur sont soumis. Cet examen ne se borne pas à vérifier l'observation formelle des règlements, mais vise aussi à apprécier l'opportunité des mesures que le gouvernement a prises ou a omis de prendre dans la préparation de ses dossiers. Pour accomplir sa tâche, la Commission constitutionnelle est habilitée à prendre connaissance de tous les dossiers du gouvernement concernant l'affaire en cause, y compris ceux qui sont classés secret. Elle peut convoquer ministres et fonctionnaires pour obtenir des explications sur la manière dont ils ont géré certaines affaires. Une fois par an, la Commission constitutionnelle remet un rapport annuel au Riksdag sur l'action du gouvernement dans les affaires qu'elle a examinées.

Le gouvernement est tenu de se concerter avec la Commission consultative pour l'Union européenne du Riksdag pour élaborer la ligne politique qu'il se propose de suivre lors des conseils de l'Union. La Commission se réunit tous les vendredis. Les ministres qui doivent assister aux conseils de l'Union la semaine suivante sont présents. Ils informent la Commission des questions à l'ordre du jour et s'assurent du soutien aux propositions du gouvernement quant aux positions de négociation suédoise. A l'issue de la discussion, le président de la Commission résume le sentiment majoritaire. En principe, le gouvernement n'est pas tenu de suivre les recommandations formulées par la Commission, mais l'usage politique fait qu'il s'y conforme.

Les députés sont très actifs et disposent de moyens significatifs pour exercer à plein temps leur mandat unique. Par ailleurs les moyens publics mis à la disposition des partis de l'opposition sont supérieurs à ceux dont disposent les partis représentés au gouvernement, dont on considère qu'ils ont un accès plus facile à l'information et à l'expertise. Ainsi, le montant du

financement public par député accordé aux partis non représentés au gouvernement est presque le double du montant accordé aux partis qui participent au gouvernement.

Ce ne sont là que quelques exemples d'un système parlementaire qui exerce une pression réelle sur le gouvernement, même lorsqu'il est soutenu par un parti dominant comme le parti social-démocrate.

La presse joue le rôle véritable d'opposition car les principaux organes de presse du pays ont souvent une sensibilité non-socialiste. Les grands quotidiens sont des institutions qui conduisent le débat intellectuel sur les politiques du gouvernement depuis la fin du XI^{Xème} siècle. A l'échelle de la Suède, le tirage de ces journaux est important.

Le plus gros de ces quotidiens est le Dagens Nyheter (DN), créé en 1864, un journal indépendant de sensibilité libérale qui tire à 370.000 exemplaires. Svenska Dagbladet (SD), créé en 1884, est plutôt conservateur et tire à 180.000 exemplaires. Les deux premiers titres de la presse quotidienne régionale Göteborgs-Posten et Sydsvenska Dagbladet de Malmö (qui tire à 141.000 exemplaires) sont de tendance libérale. Aftonbladet est un tabloïd de diffusion nationale, créé en 1830, proche des idées sociales-démocrates, partiellement détenu par LO, et qui tire à 411.000 exemplaires. Néanmoins, ce journal n'a pas l'autorité intellectuelle de DN pour accueillir les grands débats publics dans ses colonnes. Ce sont souvent les journalistes qui pointent les faiblesses de l'action du gouvernement et qui veillent à maintenir une forte pression sur les dirigeants sociaux-démocrates.

Le culte de la transparence et la pression immense du politiquement correct

La transparence de l'action publique est un principe constitutionnel qui est mis en œuvre de manière très exigeante. Au terme d'une loi datant de 1766, chacun a le droit de prendre connaissance de tout document reçu, établi ou envoyé par un service public national ou local. Ainsi, toute personne peut, sans révéler ses motivations, ni même son identité, exiger la communication de n'importe quel document produit au sein de l'administration, à de très rares exceptions liées à la sécurité nationale. Même lorsque le

document est classifié *hemlig*, l'unique classification de secret en vigueur en Suède, le fonctionnaire saisi doit réexaminer si la classification était justifiée car la règle est que, dans le doute, le principe général de transparence doit l'emporter sur le secret.

Il existe un registre public des correspondances de chaque ministre qui permet à la presse et aux citoyens d'accéder chaque matin à l'information brute sans restrictions. Les fonctionnaires bénéficient d'ailleurs d'un véritable « droit de fuite » qui leur permet de communiquer librement avec la presse sans être inquiété. Dès lors, les choses vraiment secrètes ne sont pas écrites ; elles sont dites en confiance à un nombre limité de partenaires dans la décision publique. Les révélations récentes sur la réalité des coopérations militaires avec les Etats-Unis pendant la guerre froide, derrière la façade du mythe de la neutralité, montrent combien le culte de la transparence s'arrête là où commencent les intérêts stratégiques du pays. Au moins on soulignera que le seuil du secret effectif est très élevé et que le système organise des procédures de révélations historiques qui viennent assez rapidement clarifier les parties obscures du passé récent.

Le respect pour l'argent public est immense. Il n'y a aucune tradition de corruption et il n'est pas excessif d'affirmer qu'en Suède la corruption ou le détournement de fonds publics sont considérés comme l'est la pédophilie en France ; la sanction est immédiate, la tolérance est nulle. Le cabinet de chaque ministre tient en permanence à la disposition de la presse les justificatifs des frais engagés dans le cadre des activités ministérielles. Des membres du gouvernement ont parfois subi les conséquences de ce contrôle intrusif, notamment la ministre Mona Sahlin forcée à la démission en 1996 pour avoir utilisé sa carte de crédit professionnelle pour acheter du chocolat, qu'elle avait d'ailleurs remboursé. L'ancienne ministre de la justice, Laila Freivalds, avait été forcée à la démission en 1999 pour avoir acheté l'appartement dont elle était jusqu'à lors locataire, alors que le parti social-démocrate s'était prononcé contre la vente à leurs occupants des immeubles appartenant à des sociétés de logements sociaux, comme dans ce cas précis.

A l'évidence les péripéties traversées au cours des dernières années par plusieurs pays d'Europe au sud des Pays-Bas apparaissent d'un exotisme absolu à la majorité des Suédois. La complaisance qui caractérise en particulier la France dans ce domaine leur semble incompréhensible.

L'exigence d'efficacité dans un Etat aux structures légères

L'adhésion de l'opinion à l'Etat providence des sociaux-démocrates requiert un Etat aussi efficace que possible. Les sociaux-démocrates ont tenté de répondre à cette exigence en rapprochant autant que possible des usagers les lieux de décision publique et d'action publique. Gouverner de manière centralisée un territoire de 450 000 kilomètres carrés est longtemps resté le modèle historique. Pourtant un récent processus de décentralisation a marqué la Suède des dix dernières années. Un regroupement des communes réalisé dans les années 50 avait préparé ce processus en divisant l'ensemble du pays en 289 communes réparties dans 21 régions. Puis les sociaux-démocrates ont transféré au cours des dix dernières années, les compétences en matière d'enseignement aux communes et les compétences en matière de santé aux régions. Ces choix décentralisateurs récents conduisent même à des expérimentations sur d'éventuels transferts de compétences plus étendus dans la région de Göteborg et de Malmö.

Les ministères comptent chacun à peine quelques centaines de fonctionnaires qui définissent les stratégies, organisent le débat politique et arbitrent les choix budgétaires. Mais les actions opérationnelles sont conduites par une centaine d'agences spécialisées qui exécutent les politiques décidées par l'Etat et par les collectivités locales. Cette structure n'est d'ailleurs pas l'aboutissement d'une réforme de l'Etat inspirée par un moderne souci d'efficacité dans la gestion publique. C'est au contraire la continuité d'une tradition administrative née au XVI^{ème} siècle.

Ces agences disposent d'une totale autonomie de gestion et mènent notamment leur propre politique de recrutement et de rémunération en fonction de l'évolution de leurs missions. La réforme de l'Etat n'est donc pas un chantier politique et idéologique mais plutôt un travail de gestion courante, dans chacune de ces agences, pour optimiser l'efficacité du service fourni aux usagers. Les agences sont indépendantes et peuvent communiquer librement. Ainsi, l'agence de la santé publique a fait connaître ses réserves dans le débat qui a précédé la réforme votée très largement au Riksdag au printemps 2002 qui autorise désormais l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Dans certains cas cependant, les relations personnelles entre le ministre compétent et le dirigeant de l'agence

opérationnelle créent une proximité politique qui atténue sensiblement l'indépendance théorique de l'agence.

Enfin, depuis 25 ans - et ce n'est pas la moindre des mutations du modèle suédois - la Suède a quasiment éliminé le statut de la fonction publique. En 10 ans, le nombre des fonctionnaires d'Etat a été divisé par deux et a été fortement réduit dans les administrations communales et régionales. Un vaste mouvement de modernisation s'est traduit par d'énormes investissements informatiques et la disparition de la plupart des postes de secrétaires. Les syndicats ont préféré soutenir ce mouvement, considérant que la nécessité publique d'efficacité de l'administration était puissante et largement réclamée par l'opinion publique.

2 . UN MODELE DE GESTION PUBLIQUE ?

Si un modèle de gouvernement existe en Suède, peut-être est-ce dans la manière par laquelle les sociaux-démocrates parviennent à affronter les problèmes structurels qui frappent toutes les sociétés européennes, avec une souplesse inégalée par rapport aux autres pays du continent. Qu'il s'agisse du traitement de la crise de financement de l'Etat providence, des choix de modernisation des structures du pays ou d'absorber en souplesse les effets de la mondialisation, l'activisme réformateur des sociaux-démocrates au cours des huit dernières années peut apparaître comme un modèle à l'observateur venu du sud de l'Europe, où le choix de la réforme par décantation semble prévaloir. La légitimité des sociaux-démocrates leur a permis de faire accepter des réformes profondes. La plus grande partie de l'opinion pense réellement que si les sociaux-démocrates veulent transformer les structures du passé, ils doivent avoir de bonnes raisons de le faire. C'est parce qu'ils sont garants de la stabilité du système qu'ils peuvent en gérer les mutations.

2.1 HUIT ANNEES DE REFORMES STRUCTURELLES

2.1.1 LA GESTION DE CRISES

Le souvenir des restructurations industrielles

Les leaders d'opinion considèrent depuis de nombreuses années que l'expansion internationale est une condition de survie de la prospérité suédoise. LO estime que l'ouverture à la concurrence mondiale est un atout pour la Suède. Les industries textiles ont été fermées dans les années 50 et 60, les chantiers navals dans les années 70. LO a accepté précocement toutes ces mutations dans la mesure où l'Etat providence garantissait aide et reconversion à ceux qui subissaient ces changements. Ce souvenir, présent dans les esprits, continue de guider les mutations industrielles que les sociaux-démocrates ont dû gérer au cours des huit dernières années.

La nationalité du capital des entreprises suédoises n'est pas un grand sujet de débat. Au cours des dernières années, Ford a pris le contrôle de Volvo, General Motors a acheté Saab, Upjohn a fusionné avec Pharmacia, Zenneca avec Astra et Enso a pris le contrôle de Stora. Des critiques se sont parfois exprimées lorsque ces fusions se traduisaient par des fermetures de sites de production en Suède. Mais, de fait, les sociaux-démocrates ont accompagné ces grandes opérations de fusion et d'acquisition qui ont parfois conduit au déplacement hors de la Suède du centre de gravité de certains groupes industriels. Au moment de la fusion entre Astra et Zeneca, le siège du groupe a quitté Stockholm pour s'établir à Londres, seules les activités de recherche et développement sont demeurées en Suède.

Le sauvetage des années 1990

La crise économique et budgétaire du début des années 90 est un traumatisme qui a marqué durablement la majorité des suédois adultes. Entre 1990 et 1992, le taux de chômage est passé de 2% à 10%. Dans le même temps la Suède battait deux records à la fois parmi les pays développés : le déficit des finances publiques le plus élevé et le plus haut niveau de prélèvement obligatoire. Le mythe de la prospérité suédoise s'effondrait et les limites de l'Etat providence étaient atteintes. Göran Persson a construit son positionnement

politique sur le rétablissement des comptes publics. Ministre des finances du gouvernement d'Ingvar Carlsson en 1994, il augmente les impôts, réduit massivement les dépenses sociales et le nombre de fonctionnaires. Il engage des efforts de désendettement sous le fameux slogan « *ceux qui sont endettés ne sont pas libres* ». Une grande partie de l'opinion pense alors qu'Ingvar Carlsson puis Göran Persson ont imposé au pays un régime de rigueur pour sauver l'Etat providence et revenir au confortable système des années 80. En réalité, les Suédois s'aperçoivent peu à peu que les réformes engagées pour affronter la crise des finances publiques ont été conduites pour transformer profondément l'Etat providence. C'est d'ailleurs ce malentendu qui a conduit aux élections de 1998 une partie des électeurs sociaux-démocrates à s'abstenir ou à se tourner vers le parti de la Gauche.

En 2001, l'excédent budgétaire atteint 4,8% du PIB et la dette publique est réduite à 55% du PIB (79% en 1994). En quelques années les sociaux-démocrates internalisent la culture de rigueur budgétaire et apparaissent dans l'opinion comme les sauveurs du système, alors même que c'était précisément les excès de leur Etat providence qui étaient à l'origine de la crise. La nouvelle obsession de l'équilibre des finances publiques est désormais comparable au culte de la lutte contre l'inflation chez les sociaux-démocrates allemands, traumatisés par les drames de l'hyper-inflation des années 20. Aujourd'hui, la Suède est, avec le Danemark, le seul pays de l'Union Européenne dont les finances publiques feront apparaître un excédent en 2002 et en 2003. Ceci explique largement pourquoi la Suède est à l'avant-garde des petits pays de l'Union qui critiquent la gestion budgétaire laxiste de la France et de l'Allemagne, et qui s'opposent à un assouplissement des critères du pacte de stabilité. D'ailleurs, une partie des responsables sociaux-démocrates opposés à l'adhésion à l'euro considèrent que la nouvelle banque centrale indépendante de Suède et la culture de rigueur budgétaire des sociaux-démocrates au pouvoir sont des garanties bien plus efficaces pour protéger la Suède des tensions inflationnistes et des dérives des finances publiques que les compromis de la Banque Centrale Européenne ou les arrangements du pacte de stabilité.

Réformes des finances publiques et de la fiscalité

Les sociaux-démocrates ont démontré une forte capacité à faire évoluer la fiscalité complexe et incontrôlée qui prévalait

jusqu'au début des années 90. La grande réforme fiscale des années 90 fut initiée par les sociaux-démocrates à la fin des années 80 sur la base d'un accord politique avec le parti du Centre et les Libéraux. Plus profondément, les sociaux-démocrates ont adopté en 1996, avec le soutien des quatre partis non-socialistes, une réforme de la procédure budgétaire caractérisée par des plafonds très stricts de dépenses, une perspective triennale et un contrôle accru des amendements budgétaires des parlementaires.

La fiscalité suédoise reste élevée. L'ensemble des prélèvements obligatoires représente toujours plus de 53% du PIB. Avant la réforme fiscale initiée par les sociaux-démocrates, le taux marginal de l'impôt sur le revenu pouvait atteindre 80%. Aujourd'hui, l'impôt sur le revenu touche tous les particuliers avec un taux marginal qui atteint rapidement 56% à 59%, selon le niveau des impôts locaux. L'Impôt sur la fortune touche tous les patrimoines et n'est plafonné que pour les retraités. Le poids de cet impôt est devenu très lourd avec l'accroissement récent des prix de l'immobilier dans les grandes villes suédoises.

La fiscalité indirecte est l'une des plus élevées en Europe, notamment la TVA à 20% (avec un taux réduit seulement à 12% pour l'alimentation) et les taxes sur le tabac et l'alcool. En revanche, les bénéfices des entreprises ne sont imposés qu'à 28% ; la Suède a ainsi, avec la Finlande et l'Irlande, l'un des taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises les plus faibles d'Europe.

Le plus important reste que politiquement le thème de la réduction d'impôts n'est pas populaire. Göran Persson n'a cessé de déclarer pendant toute la campagne électorale de 2002 qu'il n'y aurait pas de réduction d'impôts au cours des quatre prochaines années et il a été réélu. Les enquêtes d'opinion ont montré que les Suédois rejetaient les Modérés en grande partie parce qu'ils ont un mauvais souvenir des baisses d'impôt engagées en 1991 par le gouvernement non-socialiste de Carl Bildt, que beaucoup associent à une dégradation des services sociaux.

2.1.2 LES CHOIX DE MODERNISATION

La fascination de la modernité est au cœur de l'action des sociaux-démocrates depuis un siècle. Depuis 1994, les actions

politiques et les réformes structurelles ont ainsi été inspirées tant par le pragmatisme traditionnel des sociaux-démocrates que par une certaine fascination pour le mouvement général de libéralisation et de dérégulation. Quelques exemples illustrent combien les sociaux-démocrates ont su eux-mêmes évoluer et faire évoluer le pays dans un sens qu'ils considèrent comme modernisateur.

La nouvelle frontière technologique

Encourager l'innovation technologique et industrielle est une tradition sociale-démocrate ancienne. Dans le sillage des succès d'Ericsson, les huit dernières années ont accru cet activisme.

Lancé en 1997, le programme suédois favorisant la distribution de PC par les entreprises à leurs salariés, au travers d'une défiscalisation, a été un grand succès. Telle est la conclusion d'un rapport de la commission gouvernementale sur les technologies de l'information. 850 000 PC ont été distribués et près de 2,4 millions de suédois ont utilisé ces ordinateurs. Le programme a permis à beaucoup de salariés d'élever leur niveau de compétences en informatique, voire de se créer de nouvelles opportunités de travail. Toujours selon le rapport, ce sont surtout les ouvriers qui ont ainsi pu acquérir un ordinateur personnel.

En mars 2000, à la suite d'un congrès extraordinaire, les sociaux-démocrates se sont prononcés en faveur d'un réseau de communication à bande large couvrant l'ensemble du territoire du royaume et devant permettre un accès rapide à Internet aux neuf millions d'habitants du pays. Le projet d'extension des systèmes à haut débit, « une société de l'information pour tous », soumis au Parlement en mars 2000, prévoit que cette infrastructure, considérée comme un équipement stratégique majeur, sera financée conjointement par le secteur privé et les pouvoirs publics. L'Etat s'engage à ce que tout le pays, quelle que soit la zone concernée, puisse bénéficier des mêmes techniques, aux prix les moins élevés possible et avec un maximum d'opérateurs, évoluant dans un cadre concurrentiel. Le ministre de l'Industrie du précédent gouvernement, Björn Rosengren, a présenté en mars 2002 un projet visant à offrir un accès rapide à internet à l'ensemble de la population d'ici à 2005. Approuvée par le Parlement, l'opération devrait coûter au total plus de deux milliards d'euros, dont la moitié financée par l'Etat.

Le montant annuel investi par l'Etat dans la recherche et développement représente 4% du produit intérieur brut national, un record en Europe (2,5% en France). 5% à 6% du PIB sont consacrés à l'ensemble des efforts de formation du capital humain. Un effort de recherche qui se traduit aussi par d'intenses coopérations entre les universités et les entreprises. A moins de quinze minutes de Stockholm, la technopole de Kista, surnommée la *Wireless Valley* concentre universités (dont l'Ecole royale polytechnique) centres de recherche et plus de 600 entreprises de toutes nationalités.

Tels sont quelques-uns des marqueurs d'une politique volontaristes qui vise à faire de la Suède un centre d'excellence en Europe dans les technologies de l'information et de la communication. Dans cette perspective, le gouvernement de Göran Persson a mis en place un traitement fiscal privilégié pour les cadres étrangers impatriés dans des entreprises suédoises qui ne sont imposés que sur 75% de leurs revenus.

Le retournement économique des années 2001 et 2002 dans les activités technologiques a donc des conséquences très importantes sur le secteur : licenciement du tiers des effectifs d'Ericsson, purge dans les start-ups internet et télécoms, attribution gratuite des licences UMTS pour favoriser les investissements des opérateurs, mariage de raison entre les opérateurs Telia et Sonera. Une large part de la reprise économique en Suède repose sur un redémarrage global de la high-tech qui tarde à se profiler. Reste que le pays est sans doute le mieux préparé en Europe pour en bénéficier. En outre, un effort public considérable est désormais engagé pour saisir les opportunités technologiques des sciences de la vie et notamment des biotechnologies.

L'école

En 1991, Göran Persson, alors ministre de l'éducation, a transféré les compétences en matière d'enseignement scolaire aux 289 communes de Suède. Le gouvernement social-démocrate autorisa également la création d'écoles indépendantes proposant des pédagogies dites alternatives.

Arrivé aux affaires quelques mois plus tard, le gouvernement non-socialiste de Carl Bildt décida d'étendre la création d'écoles

privées sans tenir compte des spécificités pédagogiques et introduisit un système permettant aux parents de choisir l'école de leurs enfants.

Les sociaux-démocrates, revenus au pouvoir en 1994, laissèrent en place ce dispositif et lui donnèrent même toute son ampleur en contribuant au développement d'une offre d'écoles privées largement diversifiée. Ce système conduit à maintenir des écoles dans des zones rurales reculées à l'initiative des parents, à rétablir des écoles religieuses dans des zones où elles avaient disparu et à créer des institutions scolaires complètement spécialisées orientées par exemple vers la pratique du sport ou l'enseignement en anglais.

Aujourd'hui la moitié des municipalités suédoises ont des écoles privées. Cette réforme profonde fut possible pour au moins trois raisons. D'abord, les sociaux-démocrates suédois ont une double culture de l'action publique : une culture de l'intervention étatique assez voisine de celles présente chez les socialistes des autres pays centralisés comme la France, mais aussi une culture de l'autogestion collective locale qui trouve sa source dans les traditions communautaires des villages suédois. Une réforme qui donne plus de place aux parents est perçue comme une réforme qui assure plus de démocratie participative dans la société. Ensuite les dogmes de la laïcité ou d'une pensée unique n'ont jamais été au centre de l'idéologie social-démocrate. Dès lors, les sociaux-démocrates s'accommodent désormais de programmes nationaux assez généraux fixant les grands objectifs de l'enseignement scolaire, avec simplement un contrôle a posteriori du respect de ces objectifs. Enfin, en Suède les milieux enseignants sont traditionnellement proches du parti libéral ; ces réformes n'ont donc pas rencontré d'hostilité significative au sein de la base du parti social-démocrate.

Les sociaux-démocrates semblent prudents sur le premier bilan de ce processus irréversible et qu'ils ont encouragé. La moitié des écoles indépendantes sont installées à Stockholm, ce qui accroît l'écart entre les modes de vie dans la capitale et dans le reste du pays. Certaines communes refusent d'accueillir des écoles indépendantes qu'elles doivent financer comme les écoles publiques puisque les frais de scolarité payés par les parents, initialement autorisés, ont été supprimés. Enfin, l'Etat a une vision de moins en moins précise de ce qui est enseigné dans les écoles du pays. Dès lors les risques de voir se créer, dans la Suède égalitaire, des écarts considérables entre

l'enseignement public et les enseignements privés commencent à susciter des débats.

En revanche un effort considérable est déployé pour construire en Suède une économie du savoir reposant sur une population qualifiée. L'objectif des sociaux-démocrates est de renforcer à la fois le système historique d'éducation populaire et les accès parallèles à l'Université. En pratique l'ambition est de faire en sorte que 50% d'une classe d'âge entre à l'Université, soit juste après le Lycée, soit dans les dix ans qui suivent le bac, après une première expérience professionnelle. Au cours des six dernières années, 500 000 Suédois engagés dans la vie professionnelle ont suivi des cours du soir ou du week-end pour préparer le bac et essayer d'entrer à l'Université. Tous ces cours sont donnés soit par les fédérations d'écoles populaires fortement subventionnées par l'Etat, soit par les municipalités qui financent leurs propres cours de rattrapage pour les salariés. Ainsi, le nombre de places à l'Université a augmenté de 50% en huit ans et a crû de 200 000 à 300 000.

La santé

A la fin des années 80, l'idée que des opérateurs privés puissent intervenir dans la fourniture de services de santé avait suscité des débats intenses au sein du parti social-démocrate. Les premières initiatives visant à recourir à des entreprises privées pour fournir des services de crèche ou d'assistance aux personnes âgées sont venues des municipalités. Le transfert des compétences en matière de santé vers les 21 régions a ouvert la porte à des expérimentations libérales de plus en plus étendues. La région de Stockholm, pilotée jusqu'en septembre 2002 par une coalition de partis non-socialistes, est allée très loin dans la privatisation des soins. Le grand hôpital Sankt Göran a été privatisé et deux autres hôpitaux sont devenus des sociétés de droit privé contrôlées par le conseil régional de Stockholm.

Les sociaux-démocrates ont autorisé le développement des médecins de famille privés et des petites cliniques. Ils ont cependant refusé, dans une loi en vigueur depuis 2001 et qui a été prorogée depuis les élections de septembre 2002, la privatisation de grands hôpitaux qui seraient devenus des entreprises commerciales ou des services d'urgence. Il demeure que la compétence régionale des

hôpitaux a profondément transformé leur gestion devenue beaucoup plus indépendante du pouvoir politique central.

Les retraites

Le premier système d'assurance retraite suédois remonte à 1914 et avait été profondément réformé en 1948 puis en 1960. Mais, comme ailleurs en Europe, la Suède est confrontée à une grave question démographique. Pour un Suédois retraité de plus de 65 ans, il y avait en 2000 2,7 actifs de 20 à 64 ans ; en 2020, ce rapport devrait baisser à 1,9 et même s'effondrer à 1,6 en 2030. L'Etat providence suédois ne permet pas un taux satisfaisant de renouvellement des générations. Dans l'ancien système de retraite par répartition, pour obtenir une pension à taux plein, il fallait justifier de 30 années de travail, le montant de la pension étant basé sur le revenu des 15 meilleures années d'activité professionnelle. Les pensions étaient indexées sur les prix à la consommation. Le système menaçait d'exploser face aux évolutions démographiques.

La réforme des retraites, adoptée en juin 1998 à l'initiative des sociaux-démocrates, fut soutenue par les quatre partis non-socialistes, au terme d'un long travail de construction du consensus le plus efficace qui dépasse les corporatismes étroits et les dogmes de la retraite par répartition. Le nouveau système, mis en œuvre depuis le 1^{er} janvier 1999, comporte trois volets : une pension garantie, une pension professionnelle basée sur le revenu, et une part de capitalisation. La pension garantie est un filet de sécurité pour les personnes à bas revenus ou sans revenus. Le montant de la pension complémentaire est désormais fonction des revenus perçus tout au long de la vie et sera indexé sur la croissance économique du pays. Le système crée un processus d'ajustement automatique des répartitions en fonction de l'évolution de la démographie et de la conjoncture économique. Le volet de retraite par capitalisation est alimenté par des cotisations que le titulaire peut soit placer lui-même dans des fonds privés, soit confier à l'Etat gestionnaire d'un Fonds national des retraites. Le nouveau régime crée une incitation financière au départ à la retraite le plus tard possible, au delà de l'âge légal de 65 ans.

Les réseaux : la poste, l'énergie et les transports

Depuis le milieu des années 90, la Suède est devenue le marché le moins régulé d'Europe dans les transports, les télécoms et l'énergie. Ces mutations très largement inspirées des modèles Thatcher-Blair s'est faite sans grandes difficultés mais commence à soulever des questions dans l'opinion suédoise.

La transformation du réseau postal suédois, le plus ancien en Europe, est un exemple de réforme structurelle conduite paisiblement dans un souci d'efficacité. Un constat simple s'imposait : depuis le début des années 90, l'activité des bureaux de poste en zone rurale s'effondrait, et la demande pour un certain nombre de services postaux dans l'ensemble du réseau avait faibli. Le gouvernement a donc décidé de fermer 2 500 bureaux de postes peu actifs, et de confier l'exploitation de 3 100 nouveaux points de service postal à des commerces de proximité, des supermarchés locaux ou des stations-essence. Les élus locaux ont soutenu ce processus car il se traduisait par un accroissement net du nombre de points de services postaux. Les syndicats ont soutenu cette réforme en invoquant le principe simple selon lequel « *il ne sert à rien d'utiliser de l'argent public pour produire des services que trop peu de gens demandent* », et en veillant, comme dans les grandes restructurations industrielles des années 70 et 80, à un accompagnement efficace de la reconversion des agents des postes qui avait perdu leur emploi. Il est trop tôt pour faire un bilan de cette réforme car de fortes interrogations subsistent sur la pérennité des concessions prises par les opérateurs privés, dans l'hypothèse où les contraintes opérationnelles ou l'équilibre économique du service postal devaient ne plus leur convenir.

La dérégulation du marché de l'électricité commence aussi à soulever des débats car les prix à la consommation ont augmenté et les investissements semblent s'être réduits. Toute la question est de savoir si le consommateur va autant bénéficier de cette évolution que le contribuable.

La privatisation des transports publics est plus controversée. Les difficultés de recrutement de conducteurs de bus ont touché plusieurs grandes villes de Suède. La dérégulation n'a pas entraîné de diminutions de prix dans les transports ferroviaires. Dans les transports aériens intérieurs si fondamentaux dans un pays de près de 2000 kilomètres de long, la baisse des prix est très récente avec

une guerre des prix déclenchée fin 2002 entre SAS et ses principaux concurrents, Malmö Aviation et la nouvelle compagnie *low cost* Goodjet.

2.2 L'ADAPTATION SOUPLE A LA MONDIALISATION

Peu de nations en Europe sont aussi préparées aux effets de la mondialisation que la Suède. L'immense majorité des Suédois parlent l'anglais, qui est presque devenu une deuxième langue maternelle. Les traditions maritimes anciennes d'un pays obligé de commercer par les mers ont mis depuis longtemps une partie significative de la population au contact des autres nations du continent européen. Dès le XII^{ème} siècle des étudiants suédois venaient étudier à Paris.

L'émigration massive vers l'Amérique au XI^{ème} siècle a créé une relation de grande proximité avec les Etats-Unis, dont les Suédois se considèrent comme une nation fondatrice. Cette proximité culturelle avec les Etats-Unis n'est partagée en Europe que par les Britanniques, les Irlandais et les Italiens et explique, malgré le mythe de la neutralité, la relation toujours particulière avec les petits cousins d'Amérique. Les multiples missions de prêtres suédois au XI^{ème} et au X^{ème} siècle, à travers les territoires les plus pauvres de la planète, ont par ailleurs bâti en Suède une conscience commune de l'aide au développement qui n'est pas teintée par les ambiguïtés coloniales d'autres nations européennes.

Néanmoins, la pérennité du régime social-démocrate repose sur une forte homogénéité sociale et une identité nationale vigoureuse. Dès lors les effets de la mondialisation ébranlent les fondements de la Suède traditionnelle. La fin de l'homogénéité ethnique et culturelle de la Suède remet en cause les rapports traditionnels au travail et à l'Etat providence. La fin progressive de la neutralité et l'intégration européenne croissante atténue la toute puissance du parti social-démocrate, autrefois pourvoyeur unique de bien-être et de régulation sociale, et émousse l'ancien sentiment d'appartenance à un modèle de société unique sur la planète. La domination croissante des actionnaires étrangers sur les grandes entreprises suédoises réduit les réflexes ancestraux de concertation permanente entre le patronat, les syndicats et le gouvernement. Le

talent des sociaux-démocrates consiste sans doute à gérer les inévitables ajustements induits par la mondialisation avec une souplesse peu partagée en Europe.

2.2.1 VERS LA SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE

Pour toutes les sociétés européennes, l'immigration c'est la mondialisation sur le pas de la porte. C'est ce qui révèle les écarts de développement et la pauvreté du monde au regard quotidien des européens. Pour les Suédois, transformer un pays socialement homogène en une société multiculturelle est une grande ambition à laquelle les sociaux-démocrates se sont attelés depuis le milieu des années 1990.

Une immigration différente

Longtemps pays d'émigration, la Suède est devenu l'un des pays d'Europe où le flux d'immigrants légaux est le plus important.

Depuis le début des années 70, l'immigration économique a cessé. Les immigrés les plus nombreux venaient d'Amérique du sud dans les années 70. Par rapport à sa population, la Suède a accueilli de 1990 à 2000 trois fois plus de demandeurs d'asile que la France. Au cours des quinze dernières années, la Suède a surtout accueilli des réfugiés des Balkans (155.000 personnes), d'Irak (41.000 personnes), d'Iran (38.000 personnes) et de Somalie (12.000 personnes) sur un total de près de 400.000 réfugiés. Environ 20% des Suédois sont nés hors de Suède ou ont un des deux parents nés hors de Suède. De plus, 500.000 étrangers vivent sur le sol suédois.

Cette immigration se distingue profondément des vagues migratoires qui ont atteint le sud de l'Europe. D'abord, la proportion des immigrés européens reste très importante, avec une très forte présence d'immigrés provenant d'autres pays nordiques qui ne posent aucun problème d'intégration ; 100.000 Finlandais qui ont conservé leur nationalité vivent en Suède. Ensuite, la plupart des Suédois considèrent les immigrés venus des Balkans ou du reste du monde comme des réfugiés demandeurs d'asile. Faute de passé colonial, les Suédois n'ont pas d'a priori sur certaines nationalités. L'Islam n'est pas aussi présent dans la culture des immigrés que dans d'autres pays d'Europe ; on compte aujourd'hui près de

500.000 musulmans en Suède dont la moitié sont originaires des Balkans et ont une pratique religieuse très modérée.

En outre, la Suède est un pays isolé des foyers d'émigration par sa position géographique. Pour y parvenir, les immigrants ont besoin de plus de ressources que pour franchir le détroit de Gibraltar dans des embarcations de fortune. De fait, la Suède accueille beaucoup plus d'immigrés issus des classes moyennes de leur pays d'origine que les autres pays du continent européen. La proportion de ces immigrants qui disposent d'une formation supérieure est très élevée ; les immigrants arrivés au cours des dix dernières années sont en moyenne plus diplômés que les Suédois. Enfin, la plupart des immigrants arrivent en famille et n'envisagent pas à court terme un retour au pays et s'engagent donc plus résolument dans une démarche d'intégration.

Des choix politiques clairs

Alors que la Norvège et le Danemark ont réagi au développement de l'immigration par des réactions plutôt xénophobes, parfois traduites dans des politiques publiques, le gouvernement social-démocrate suédois a clairement affiché sa volonté de bâtir une société multiculturelle dont la base est multi-ethnique. Cette politique, définie dans une proposition du gouvernement votée par le Riksdag en 1997, prévoit que la politique d'intégration doit notamment encourager les personnes à se prendre en charge et à prendre part à la vie de la société. Le choix de la société multiculturelle requiert un talent politique assez fin car il s'applique à un pays qui, il y a trente ans à peine, se caractérisait par la très grande homogénéité de sa population. C'est aussi un revirement par rapport à l'ancienne perception des Suédois qui considéraient que les immigrants étaient des invités temporaires qui n'avaient pas vocation à s'asseoir durablement à la table du banquet de la société du bien-être.

Une agence de l'intégration a été créée pour traiter les modalités d'intégration dans le pays de manière distincte des problèmes de flux migratoire. Elle est dirigée par un homme politique de premier plan, Andreas Carlgren, ancien numéro deux du parti du Centre.

Le principe général est que les immigrés doivent parvenir le plus vite possible à l'autosuffisance économique par le travail. Ils seront acceptés facilement s'ils ne sont pas un fardeau pour la société suédoise. De ce point de vue, la politique d'intégration suédoise s'insère dans le cadre plus vaste de l'Etat providence qui refuse la marginalisation de certaines parties de la population. Ainsi, dès lors que l'opinion admet que les immigrés ont vocation à faire partie de la société suédoise, aucun effort ne doit être ménagé pour leur éviter la marginalisation. Comme tous les Suédois sans ressources, les réfugiés ont un accès immédiat à un logement et droit aux prestations sociales suédoises qui correspondent à la prise en charge, à un niveau raisonnable, des dépenses suivantes : loyer, électricité et chauffage, déplacement et recherche d'emploi, assurances, adhésion au syndicat, nourriture, habillement, loisirs, hygiène, consommables, presse, téléphone, télévision. Au total, une aide beaucoup plus élevée que le RMI et les allocations logement françaises. Les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés ont accès à l'enseignement, soit dans leur langue, soit en suédois.

Le principe dominant est que le traitement des situations individuelles doit être effectué à un niveau où il est gérable, c'est à dire au niveau local. C'est pourquoi, ce sont les communes qui sont chargées de coordonner la mise en œuvre des programmes d'intégration (logement, cours de suédois, aide sociale, soutien scolaire etc...). Elles négocient avec l'Etat le nombre d'immigrés qu'elles reçoivent, et l'Etat alimente le budget des communes concernées en fonction du nombre d'immigrés pris en charge.

Plusieurs lois contre les discriminations racistes ont été adoptées en 1994, 1999 et 2002. Un Ombudsman contre les discriminations ethniques a été institué et permet aux personnes victimes de discrimination d'obtenir une intervention amiable et de tenter une médiation avant tout recours juridictionnel.

Le gouvernement a aussi décidé de prendre en compte l'intégration dans l'ensemble des politiques publiques. L'Etat doit ainsi adopter des plans de diversité ethnique, notamment dans les services publics comme la police. Le principal risque de rejet des immigrés étant le lien avec la criminalité, un traitement spécifique est mis en œuvre. Des programmes d'identification des victimes s'efforcent de montrer à l'opinion que ce ne sont pas seulement les Suédois blancs qui sont victimes de la délinquance mais bien

l'ensemble des habitants les plus vulnérables, au nombre desquels figurent les immigrés.

Pour rendre acceptables par l'opinion les modes de vie de certains groupes d'immigrés non-européens, notamment à la suite de plusieurs drames familiaux très médiatisés en 2001, le gouvernement a décidé de refuser le regroupement familial lié à des mariages impliquant de jeunes immigrés mineurs, de rendre obligatoire les programmes d'apprentissage des valeurs suédoises lors de l'arrivée sur le territoire, d'accroître les moyens consacrés au soutien aux femmes battues et aux jeunes filles en risque dans leur famille, et de renforcer l'éducation des hommes venus de cultures éloignées de la société suédoise. Les associations ethniques, très nombreuses en Suède, sont les partenaires de l'agence de l'intégration dans la mise en œuvre de ces programmes. Le système intervient parfois fermement dans certains groupes marqués par des structures patriarcales où les hommes violents font l'objet de mesures d'éloignement de leur famille.

La présence significative de députés issus de l'immigration est considérée comme un élément aussi normal de la vie politique que la parité des sexes. D'ailleurs, Göran Persson a été gravement critiqué pour n'avoir pas fait entrer dans son gouvernement formé en octobre 2002 de personnalités immigrées récemment en Suède. Il demeure que plusieurs députés nés en dehors de Suède siègent au Riksdag. Les Libéraux comptent notamment un député né en Roumanie, un autre arrivé du Chili et une troisième née au Congo. Les Verts ont notamment un député d'origine palestinienne. Le parti social-démocrate compte notamment plusieurs députés nés en Grèce et un immigré du Kurdistan. Anna Ibrisagic, députée des Modérés, est arrivée de Bosnie en 1992. Magda Ayoub, députée Chrétienne-Démocrate, est une copte immigrée d'Egypte dans les années 70.

Pourtant le taux de participation des immigrés aux élections locales, auxquelles ils ont accès après trois ans de résidence dans le pays, reste faible. Certains groupes nationaux sont beaucoup plus actifs que d'autres dans la vie politique. C'est le cas notamment des Suédois immigrés du Chili à la fin des années 70, ou de ceux arrivés d'Iran dans les années 80, qui ont une culture politique très élaborée.

Un enjeu crucial pour l'équilibre du système

Göran Persson a souvent déclaré que si la réalité n'évoluait pas rapidement dans le sens d'une meilleure intégration des immigrés, c'est tout l'Etat providence qui serait menacé.

Les sociaux-démocrates s'efforcent d'inventer des outils pour intégrer, dans un système aussi cohérent et régulé que l'Etat providence suédois, des personnes qui ont une culture du travail et un rapport à la collectivité profondément différent de celui des Suédois de souche.

De fait, on observe que, si le système suédois est remarquablement efficace pour éviter aux immigrés d'entrer dans la marginalité, il ne parvient pas à empêcher la discrimination, notamment à l'embauche. Cette discrimination n'a rien de raciale, elle est simplement le produit de la crainte de bon nombre d'employeurs de ne pouvoir intégrer dans leur organisation des individualités complètement étrangères aux modes de fonctionnement si spécifiques de l'entreprise suédoise, avec ses usages collectifs de débat, de consensus, d'égalité et de transparence.

De même, le système suédois n'évite pas la discrimination en matière de logement. Les immigrés ont tendance à se regrouper dans quelques banlieues des grandes villes du sud de la Suède et de Stockholm où les perspectives d'emplois sont les plus favorables. En Suède comme ailleurs en Europe, et peut être plus qu'ailleurs en Europe, la mixité ethnique dans les immeubles collectifs et dans certains quartiers à la périphérie des grandes villes est très faible. En février 2002, l'agence de l'intégration a rendu public un rapport assez sévère sur l'efficacité de la politique d'intégration suédoise par rapport aux objectifs affichés par le gouvernement.

Toute l'ambiguïté de l'action volontariste des sociaux-démocrates en matière d'intégration des immigrés tient précisément à cet écart entre, d'une part, les bons sentiments élevés à l'état de politique publique et, d'autre part, la persistance d'habitudes de vie, sinon complètement discriminatoires, du moins reposant sur des formes de développement séparé où, à l'exception de la très jeune génération, les Suédois se mélangent encore peu aux immigrés.

2.2.2 REINVENTER DES FRONTIERES

Les Suédois vivent depuis huit ans une mutation identitaire comparable à ce que fut le choc de la décolonisation au début des années 60 pour les Français. Ce sont à la fois la perception, les mythes et la réalité de la place de la Suède en Europe et dans le monde qui se sont profondément transformés depuis huit ans.

Ce processus est géré par des sociaux-démocrates qui analysent les évolutions du monde, en tirent les conséquences et font un travail politique intense auprès de l'opinion pour rendre possible une adaptation permanente et en profondeur. C'est particulièrement le cas dans deux directions : intégrer dans un processus quasi-fédéraliste un pays jaloux de sa souveraineté qui est longtemps resté en dehors des drames de l'histoire du continent européen ; et renoncer à une ancestrale neutralité internationale devenue désuète, pour s'engager dans un système de sécurité multilatérale.

Ces questions sont d'autant plus fondamentales que ce sont précisément les sujets internationaux qui divisent le bloc de gauche. Les Verts et le parti de la Gauche ne partagent ni l'engagement européen des sociaux-démocrates, ni le rééquilibrage de la diplomatie suédoise au Moyen-Orient engagé par Göran Persson dans un sens moins systématiquement hostile à Israël, ni la proximité des coopérations en matière de sécurité développées avec les Etats-Unis, ni la remise en cause de la doctrine de défense nationale pour insérer progressivement la Suède dans des formes de coopération militaires. Dans le même temps, les sociaux-démocrates savent qu'ils peuvent compter sur le soutien des partis non-socialistes sur ces grandes mutations.

Insérer la Suède dans l'Union Européenne

En Suède, comme ailleurs en Europe, les contraintes réelles ou amplifiées du processus d'intégration communautaire ont été habilement utilisées par Göran Persson pour justifier les réformes structurelles engagées depuis huit ans. Mais très au delà de ce phénomène généralisé, la société suédoise a dû et doit toujours affronter en moins de huit ans quatre grandes questions européennes qui sont autant de questions identitaires : adhérer oui ou non à l'Union Européenne, adhérer oui ou non à la monnaie unique,

accepter oui ou non l'élargissement et enfin accepter oui ou non une nouvelle architecture institutionnelle pour l'Union. Les citoyens des pays fondateurs de l'Union, qui vivent ces discussions de manière homéopathique depuis bientôt cinquante ans, mesurent mal l'ampleur de ces questions existentielles pour un pays comme la Suède situé aux confins du continent, et qui dans une large mesure n'a pas partagé les drames fondateurs de la construction européenne. On peut sans doute considérer que le talent des sociaux-démocrates a consisté à maîtriser au mieux depuis 1994 l'évolution de l'opinion sur ces grandes questions.

Ingvar Carlsson avait d'abord mis toute sa crédibilité politique en jeu dans le référendum d'adhésion à l'Union Européenne de 1994. Même si le consensus sur ce point progresse lentement, l'idée d'un retrait unilatéral reste présente dans les programmes des Verts et du parti de la Gauche. Un laboratoire de l'Université de Göteborg a d'ailleurs récemment publié une étude montrant qu'une majorité de Suédois percevaient encore l'appartenance à l'Union européenne, non pas comme une évidence, mais comme un choix. C'est pourquoi, la présidence suédoise de l'Union européenne au premier semestre 2001 fut d'abord un événement de politique intérieure pour Göran Persson soucieux de convaincre son opinion publique des bienfaits de l'intégration européenne. La Suède a d'ailleurs dépensé à cette occasion 50% de plus que la France pendant sa propre présidence.

Le débat sur l'adhésion à l'euro reste incertain. Le parti social-démocrate a délibérément écarté le sujet de la campagne électorale de septembre 2002, avec l'accord tacite de tous les autres partis politiques. Göran Persson est favorable à la monnaie unique comme la majorité des sociaux-démocrates et comme les principaux partis non-socialistes : les Libéraux, les Modérés et les Chrétiens-Démocrates. Par contre les alliés habituels des sociaux démocrates, les Verts et le parti de la Gauche, ainsi que le parti du Centre, allié occasionnel, y sont farouchement hostiles. Gunnar Lund, ambassadeur auprès de l'Union européenne a été nommé ministre chargé « d'une éventuelle adhésion à l'euro » dans le gouvernement formé en octobre 2002. Les débats restent encore vifs au sein même du parti social-démocrate sur ce sujet. La nouvelle vice-première Ministre, Margareta Winberg, hostile à l'adhésion à l'euro tout comme le ministre du commerce extérieur, Leif Pagrotsky, a clairement fait savoir qu'elle resterait discrète dans le débat public. Le syndicat LO est lui aussi très partagé.

Göran Persson va donc devoir déployer son talent pédagogique européen pour organiser le referendum décisif qui permettrait à la Suède de rejoindre l'euro en 2005. Au terme d'une concertation associant tous les partis politiques, la date du referendum a été fixée au 14 septembre 2003. Le débat est encore très ouvert. Les Suédois qui voyagent beaucoup ont bénéficié au cours de l'été 2002 des commodités des euros numéraires à travers le continent. Ils examinent avec attention la situation de leurs trois voisins nordiques. Les Finlandais qui ont réussi le passage à l'euro, les Norvégiens restés en dehors de l'Union Européenne et dont la capacité d'influer sur les affaires du continent s'amenuise, et les Danois qui ont obtenu un statut spécial qui les écarte des discussions économiques communes déterminantes. Les sondages marquent une remontée des opinions défavorables depuis septembre 2002, alors que la tendance était inverse depuis janvier 2002. Göran Persson dit à présent que l'opinion peut encore changer plusieurs fois d'ici le référendum du 14 septembre 2003.

L'élargissement de l'Union à dix nouveaux membres fait en revanche l'objet d'un large consensus car l'élargissement est perçu d'abord comme une aventure baltique. La dimension centre-européenne ou balkanique de l'élargissement intéresse peu les Suédois. En revanche, les liens entre les deux rives de la Baltique sont anciens. Sans même remonter à l'époque de la grande Suède qui incluait la plus grande partie de la rive orientale de la Baltique, des relations très étroites existaient encore, notamment avec l'Estonie et la Lettonie, jusqu'à l'annexion soviétique. La mère d'Olof Palme est née en Lettonie, tout comme l'ancienne ministre de la justice, Laila Freivalds.

Après l'effondrement du parti communiste en Union Soviétique, la Suède a été, avec le Danemark, parmi les tous premiers pays à soutenir les mouvements nationalistes des Etats baltes et à reconnaître les nouveaux gouvernements issus du retrait des soviétiques. Depuis le début des années 90, les relations se développent rapidement avec le soutien de l'importante communauté des anciens immigrés provenant des Etats baltes qui se sont établis en Suède. Dans le même temps, certains des anciens réfugiés baltes retournent au pays. Ainsi le gouvernement estonien compte-t-il aujourd'hui plusieurs ministres qui ont passé la plus grande partie de leur vie en Suède. L'aide économique se déploie, y compris par des campagnes populaires qui donnent par exemple aux citoyens suédois

l'opportunité d'envoyer dans les pays baltes ou en Pologne des équipements médicaux. Déjà de nombreuses sociétés suédoises ont délocalisé en Pologne et dans les Etats baltes leurs productions manufacturières.

L'élargissement va faire de la Baltique une mer intérieure de l'Union européenne. Les Etats baltes vont se trouver insérer dans un cadre de coopération régionale facilitée par l'Union européenne. Ces nouvelles adhésions vont aussi renforcer la dimension nordique de l'Union européenne. La Suède conçoit désormais son rôle comme celui d'animateur de l'action européenne de l'ensemble nordique et baltique. Les dispositions des traités européens permettent de mettre en place des coopérations renforcées dès lors qu'au moins huit Etats membres le souhaitent. La Suède voit dans ce dispositif un cadre pour construire une identité baltique commune avec le Danemark, l'Allemagne, la Pologne, la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie et la Finlande.

Fin de la neutralité, retour de l'influence ?

L'électeur de base en Suède a toujours pensé que le pays était neutre. De fait, depuis la doctrine formulée par Bernadotte en 1834, la Suède est restée à l'écart des conflits armés et sa diplomatie a toujours revendiqué un non-alignement farouche. Il y a peu de temps encore, le rôle de la Suède dans le monde se caractérisait ainsi par des constantes qui ont traversé les deux derniers siècles : un non-alignement qui permettait d'offrir régulièrement des bons offices aux parties pour abaisser le niveau de tension régionale et d'héberger des conversations diplomatiques discrètes ; un activisme vigoureux en faveur des droits de l'homme et de l'aide aux pays en développement ; une adhésion religieuse aux mécanismes multilatéraux et en particulier à l'ONU, perçue comme une organisation quasiment divine ; une politique de sécurité absolument indépendante qui requérait un considérable effort de défense ; enfin une passion pour la souveraineté nationale avec un puissant attachement aux symboles patriotiques comme le drapeau. Ces certitudes formaient un socle fondamental de l'identité internationale suédoise.

Cette politique se traduisait par l'entretien de forces armées considérables, soutenues par une industrie militaire très diversifiée, et organisées autour de dispositifs de mobilisation en masse de

réserves (800.000 hommes) pour faire face à une invasion du territoire, selon des méthodes et une doctrine de la défense totale et nationale proche de celles appliquées par la Suisse.

Depuis cinq ans le gouvernement social-démocrate est engagé dans une lente évolution qui met progressivement un terme à ce mythe. Cette politique de sortie graduelle de la neutralité armée est peu énoncée. Elle est pourtant inéluctablement mise en œuvre.

En 1992, la Suède a d'abord esquissé un effort de réarmement car l'instabilité à Moscou de 1989 à 1994 créait à Stockholm un scepticisme qui est demeuré plus longtemps qu'ailleurs en Europe. Le véritable tournant stratégique est intervenu en 1994, quand toutes les troupes russes ont achevé l'évacuation des Etats baltes. Pour les Suédois, c'est seulement à cette date que le mur de Berlin est tombé. L'effort de défense suédois a alors été significativement réduit et les capacités opérationnelles des forces armées massivement affaiblies. Le nombre total des unités militaires opérationnelles doit passer de 60 en 1996 à 31 en 2004. C'est pour la société suédoise la fin de toute une culture de défense qui reposait sur des périodes de réserve et des exercices de mobilisation.

Par ailleurs, le contrôle du capital des industries de défense suédoise est passé dans des mains étrangères : le fabricant de canons et munitions Bofors est passé sous le contrôle du groupe américain United Defense ; le groupe britannique Alvis a acquis 100% de Hägglunds qui produit des véhicules de combat ; les chantiers navals Kockums, avec une forte compétence dans la fabrication de sous-marins classiques, ont été achetés par le groupe allemand HDW ; le groupe britannique BAE détient désormais 35% du capital du groupe SAAB, très actif dans les systèmes de combats électroniques et les missiles, ce qui en fait l'autre actionnaire de contrôle aux côtés du groupe Investor de la famille Wallenberg qui détient 36% de SAAB. Les sociaux-démocrates ont paisiblement accompagné ce processus de mutation des industries militaires suédoises.

Parallèlement, la Suède a rejoint le Partenariat pour la Paix de l'Alliance Atlantique, et des forces suédoises commencent à participer à des actions multilatérales de maintien de la paix dans le cadre opérationnel de l'OTAN. Ainsi, alors que la présence de troupes suédoises était restée symbolique dans l'ensemble des opérations de l'ONU, c'est une unité complète de 780 hommes qui

participe aujourd'hui activement à la KFOR au Kosovo. Cela crée progressivement au sein de l'opinion une conscience de coopération internationale en matière de défense. Les sociaux-démocrates préparent ainsi la transition progressive de la neutralité armée vers un alignement désarmé.

Dans le même temps, les Suédois découvrent peu à peu que la politique de sécurité de la Suède n'a jamais été neutre. En 1939, alors que la Suède demeurait officiellement neutre, des « volontaires » et des avions de combat suédois soutenaient les Finlandais envahis par l'Union soviétique. Il est aussi acquis désormais que c'est surtout l'habileté des gouvernements sociaux-démocrates dans les rapports avec l'Allemagne nazie, puis avec les alliés ensuite, qui ont évité à la Suède d'entrer dans la deuxième guerre mondiale. Au début de la guerre, des troupes allemandes qui occupaient la Norvège ont été autorisées à traverser le territoire suédois et les avions de la Luftwaffe ont pu survoler l'espace aérien suédois. Au même moment, des communistes suédois étaient internés dans des camps au Nord de la Suède.

D'autres travaux récents ont permis de révéler que depuis la fin des années 40, les gouvernements suédois successifs ont mis en place des coopérations étroites avec les Etats-Unis et le Royaume Uni pour faire face à une éventuelle agression soviétique. Ces plans prévoyaient notamment l'utilisation de bases aériennes suédoises par l'OTAN en cas de conflit en Europe ; ces bases avaient été adaptées pour accueillir des bombardiers stratégiques britanniques. Ils prévoyaient également l'évacuation en Grande-Bretagne de la famille royale et des autorités politiques suédoises (avec d'ailleurs les autorités du Danemark et de la Norvège, membres de l'OTAN). Tous les contacts opérationnels avec l'OTAN se déroulaient à travers la Norvège. A l'évidence, la Suède neutre n'entretenait aucun contact en matière de sécurité avec la Russie qui constitue depuis trois siècles la menace historique de la Suède, car c'est le voisin le plus gros et le plus instable.

A la même époque, la Suède qui avait proclamé son rejet des armes nucléaires en 1958, engageait un programme de développement d'une bombe atomique suédoise. Ce projet qui occupa jusqu'à 500 ingénieurs et techniciens se poursuivit au cours des années 60, et sous une forme atténuée, jusqu'en 1972. C'est Olof Palme, alors secrétaire particulier de Tage Erlander qui supervisait cet effort. Devenu Premier ministre, Olof Palme pouvait à

la fois critiquer violemment l'action des Etats-Unis au Vietnam (au point que les Etats-Unis avaient rappelé leur ambassadeur à Stockholm) et déployer de gros efforts pour convaincre les sociaux-démocrates islandais qu'ils devaient maintenir sur leur territoire les bases aériennes de l'OTAN destinées à accueillir les bombardiers stratégiques américains.

Cet effort de transparence historique géré par les sociaux-démocrates depuis le milieu des années 90 permet d'accoutumer progressivement une opinion encore hostile à l'idée d'une intégration de la Suède dans l'OTAN. En effet, l'isolement militaire de la Suède pourra bientôt paraître étrange et désuet dans une Europe où tous les voisins de la Suède seront devenus membres de l'OTAN, y compris prochainement la Finlande, qui doit redéfinir ses choix stratégiques en 2004, et même les Etats baltes depuis le sommet de Prague de novembre 2002. Déjà, le terme de neutralité a été abandonné pour être remplacé par la non-participation aux alliances militaires. La mutation est lente et les débats restent vifs au sein du parti social-démocrate. Sur ce sujet comme sur d'autres, les sociaux-démocrates soutiennent auprès de l'opinion que leur volonté d'indépendance politique reste identique mais que le monde change autour de la Suède, et qu'il devient nécessaire d'adapter les politiques de sécurité pour transformer l'indépendance nationale en influence collective.

CONCLUSION

Au premier regard, la géographie et l'histoire semblent placer entre la France et la Suède une distance qui rendrait vaine toute tentative de s'inspirer des pratiques politiques des uns et des autres. Et pourtant, très peu de nations européennes partagent tout à la fois un sentiment d'appartenance national fort conduisant parfois à des réflexes souverainistes, la conviction d'être porteur d'une voie morale universelle, source d'enseignement pour les autres peuples, une aspiration à préserver une certaine cohésion sociale grâce à un appareil redistributif puissant et enfin un attachement fort au rôle de l'Etat dans la construction européenne.

Ces valeurs, même lorsqu'elles s'expriment à des degrés divers, fondent les identités politiques des deux nations. Cette invisible plate-forme commune conduit la France et la Suède à adopter des positions convergentes dans les débats européens lorsque sont en cause, par exemple, le rôle des régions dans l'Union européenne par rapport à l'Etat central, le niveau de protection sociale minimum ou les efforts d'aide au développement pour les pays à l'origine des flux migratoires vers l'Europe.

Dès lors, le métissage politique et culturel peut prendre toute sa place, bien au delà des meubles et du style suédois d'Ikea dans la banlieue des grandes villes françaises, ou du service français dans les transports publics de Stockholm exploités par Vivendi Environnement et dans la cantine du Riksdag gérée par Sodexo. Demain peut-être, la Suède partagera avec la société française quelques aspects du modèle de gouvernement suédois.

En France, comme ailleurs en Europe, il y a nécessité de construire un parti social-démocrate réformateur, assumant ses mutations idéologiques. En d'autres termes, un parti social-démocrate capable d'associer au débat politique, et d'intégrer dans l'action publique, des représentants du pays réel, et pas seulement des professionnels de la grogne ; un parti social-démocrate assumant sa vocation hégémonique sur l'ensemble du monde des salariés, et par là même capable de marginaliser les stériles tentations gauchistes.

En France, comme ailleurs en Europe, la complexité croissante des débats publics appelle une démocratie parlementaire efficace. Elle justifie ainsi l'implication politique de l'ensemble des sensibilités en amont de la décision pour empêcher les éléments les plus démagogues d'invoquer des prétextes superficiels pour contester la décision en aval. Inventer, par exemple, l'outil institutionnel permettant le dialogue constant entre les groupes politiques et le gouvernement sur le traitement des questions européennes permettrait de réduire le déficit démocratique national sur les questions européennes et d'éliminer les mauvaises surprises de dernière heure, comme celles liées à l'élargissement de l'Union.

En France, comme ailleurs en Europe, des rapports d'une rectitude absolue avec l'argent public et des exigences fortes de transparence dans la gestion publique s'imposent, pour rétablir la confiance dans le contrat social et le respect pour ceux à qui est confiée l'action publique. Rendre l'administration aussi souple et

efficace que possible, en rejetant les corporatismes, est devenu une nécessité pour rétablir la confiance dans les appareils redistributifs et éviter l'impasse dans laquelle s'engouffrent tant la gestion budgétaire de l'Etat que nos systèmes de santé et de retraites.

En France, comme ailleurs en Europe, les effets de la mondialisation mettent à l'épreuve les capacités du système politique à conduire des mutations importantes. Inventer les lieux permettant de rechercher le consensus autour de l'intérêt général et de ramener l'expression des intérêts catégoriels à leurs réelles proportions, voilà ce qui fera demain la différence entre les pays figés dans les conservatismes désuets et les nations agiles qui auront maîtrisé la mondialisation.

Ce ne sont là que quelques éléments d'une culture politique qui reflète le modèle de gouvernement suédois. Ils sont amenés à se diffuser en France et dans le reste de l'Europe, tout simplement parce qu'ils constituent l'expression la plus aboutie des préférences démocratiques communes aux électeurs des pays de l'Union Européenne.

ANNEXES

1 - PERSONNES INTERVIEWEES

Pavlos Anastasiades

Conseiller à l'ambassade de Chypre à Stockholm

Widar Anderson

Ancien député social-démocrate, suppléant au parlement européen

Lars Bäckström

Député du parti de la Gauche

Frank Belfrage

Ambassadeur de Suède à Paris

Ursula Berge

Responsable des programmes du think-tank Agora

Johan Berglund

Conseiller politique à la direction des Chrétiens-Démocrates

Påle Carlsson

Direction Europe de LO

Diana Corman

Chercheuse à l'Institut de Prospective

Patrice Cottebrune

Attaché militaire à l'ambassade de France à Stockholm

Åke Daun

Ethnologue, auteur de Swedish Mentality

Håkan Emsgård

Direction Europe du ministère des Affaires étrangères suédois

Kjell-Olof Feldt

Ancien ministre des Finances social-démocrate

Jan Fröman

Rédacteur en chef du journal libéral Tidningen Nu

Olivier Guerpillon

Attaché audiovisuel à l'ambassade de France à Stockholm

Anna Theodora Gunnarsdóttir

Directrice aux services de l'ombudsman pour les questions de discrimination ethnique

Marie Hagberg

Co-présidente de la jeune chambre de commerce de Stockholm

Eivy Häggström

Direction de l'emploi au ministère de l'Industrie

Catherine von Heidenstam

Secrétaire générale du comité de coordination du débat sur l'avenir de l'Europe

Barbro Hedvall

Editorialiste au quotidien Dagens Nyheter

Ulla Hellman

Enseignante à Falun

Carl Holmberg

Direction de la prévision au ministère de l'Industrie

Mikael Holmström

Journaliste au quotidien Svenska Dagbladet

Patrick Imhaus

Ambassadeur de France à Stockholm

Helen Infeldt

Attachée de presse à l'ambassade de Suède à Paris

Christina Järnstedt

Ombudsman pour l'environnement du travail de LO

Anders Johnson

Spécialiste de LO

Anders Karlberg

Conseiller juridique de l'Eglise de Suède

Torbjörn Kastell

Conseiller politique à la direction des Démocrates de Suède

Robin Lapidus

Directeur à l'agence des pensions

Einar Lauritzen

Chef du bureau des étudiants de l'Université d'Uppsala

Alain Lefebvre

Conseiller social à l'ambassade de France à Stockholm

Annika Levin

Directrice de l'Institut suédois à Paris

Anne Marie Lindgren

Présidente du think-tank social-démocrate Tankesmedjan

Arne Modig

Institut de sondage Temo

Ursula Mueller

Conseiller politique à la direction du parti des Verts

Jasmine Nicolova Popova
Ambassadrice de Bulgarie à Stockholm

Elisabeth Nebout
Attachée de presse à l'ambassade de France à Stockholm

Bernard Paitreault
Conseiller commercial à l'ambassade de France à Stockholm

Raouf Ressaïsi
Directeur de l'agence de l'intégration

Jacques Raharinaivo
Premier secrétaire à l'ambassade de France à Stockholm

Mauricio Rojas
Député libéral

Carl Rudbeck
Chef de projet au think-tank Timbro

Pär-Axel Sahlberg
Député social-démocrate

Folke Schött
Conseiller régional conservateur de Stockholm chargé de la politique de santé

Fredrik Segerfeldt
Confédération patronale de Suède

Sten Selender
Direction générale des postes

Joakim Sonnegård
Cabinet du Premier ministre

Toivo Sjören
Institut de sondage SIFO

Johan Stenberg
Cadre dirigeant de la banque Nordea

Jonas Store
Ancien directeur du cabinet du Premier ministre norvégien

Olivier Truc
Correspondant de Libération et du Point à Stockholm

Joanna Wijaszka
Premier secrétaire à l'ambassade de Pologne à Stockholm

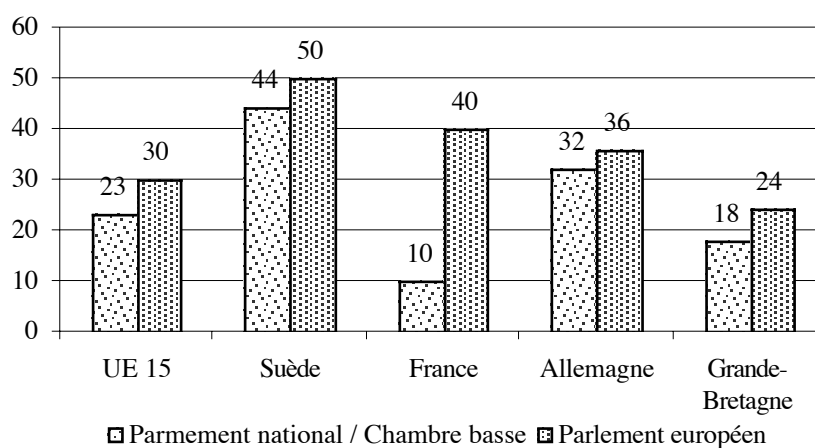
Michel Wlodarczyk
Directeur du Stockholm Academic Forum

Teo Zettermann
Comité de coordination du débat sur l'avenir de l'Europe

2 - PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE POLITIQUE

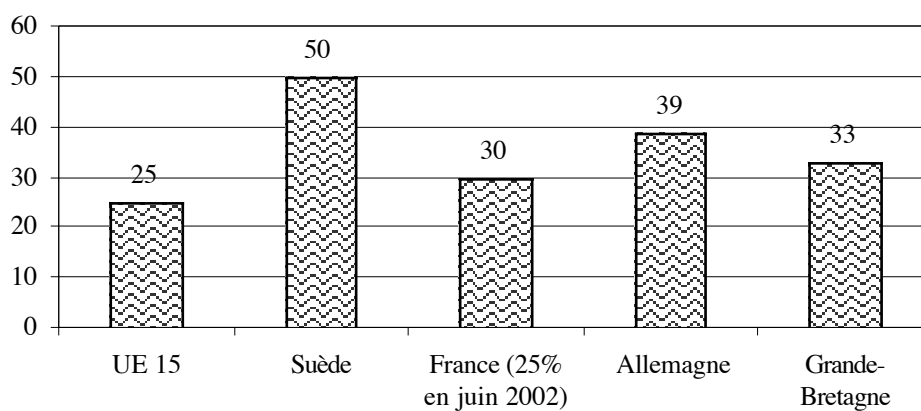
Pourcentage des femmes siégeant aux parlements en 2001

Eurostat 2002



Pourcentage de femmes au sein des gouvernements nationaux au printemps 2001.

Eurostat 2002



3 - DONNEES MACROECONOMIQUES

Solde des finances publiques (% PIB)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	Grande-Bretagne
2001	- 0, 8	+ 4, 8	- 1, 4	- 2, 8	+ 0, 8
2000	+ 1	+ 3, 7	- 1, 3	+ 1, 1	+ 3, 9

Eurostat 2002

Dette publique (% PIB)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	Grande-Bretagne
2001	63, 1	56, 6	57, 3	59, 5	39, 1
2000	63, 8	55, 3	57, 3	60, 2	42, 1

Eurostat 2002

Taux global de prélèvements obligatoires (% PIB)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	Grande-Bretagne
2000	41, 6	53, 6	45, 3	37, 9	37, 4
1995	40, 0	47, 6	44, 0	38, 2	34, 8
1990	39, 5	53, 6	43, 0	35, 7	36, 8

OCDE 2002

4 - PROTECTION SOCIALE, NATALITE ET CHOMAGE

Dépenses de protection sociale (% du PIB)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
1999	27, 6	32, 9	30, 3	29, 6	26, 9
1993	28, 8	38, 6	30, 7	28, 4	29, 1

Eurostat 2002

Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté avant et après transferts sociaux (60% du revenu médian national)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
Avant transfert	26	30	28	24	33
Après transfert	18	10	18	16	21

Eurostat 2002

Taux brut de natalité (pour 1000 habitants)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
2001	10, 6	10, 3	13, 1	8, 9	11, 2
1980	13	11, 7	14, 9	11, 1	13, 4

Eurostat 2002

Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants / femmes)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
2001	1, 47	1, 57	1, 9	1, 29	1, 63
1980	1, 8	1, 7	2	1, 6	1, 9

Eurostat 2002

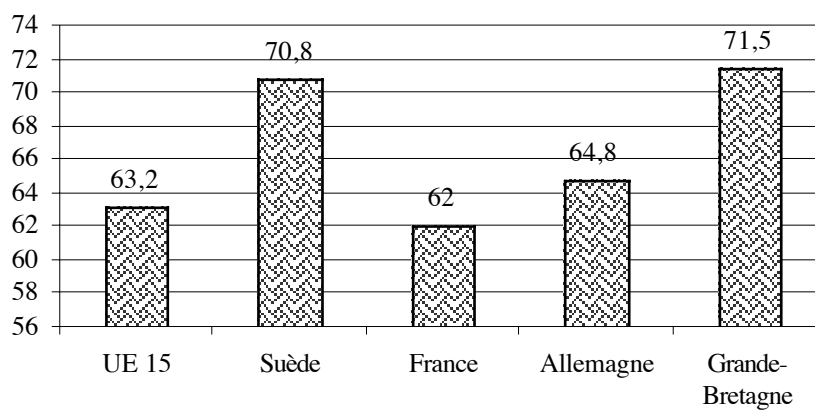
Naissances hors mariage (% des naissances totales)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
2001	28, 4	55, 3	42, 6	23, 4	39, 5
1980	9, 6	39, 7	11, 4	11, 9	11, 5

Eurostat 2002

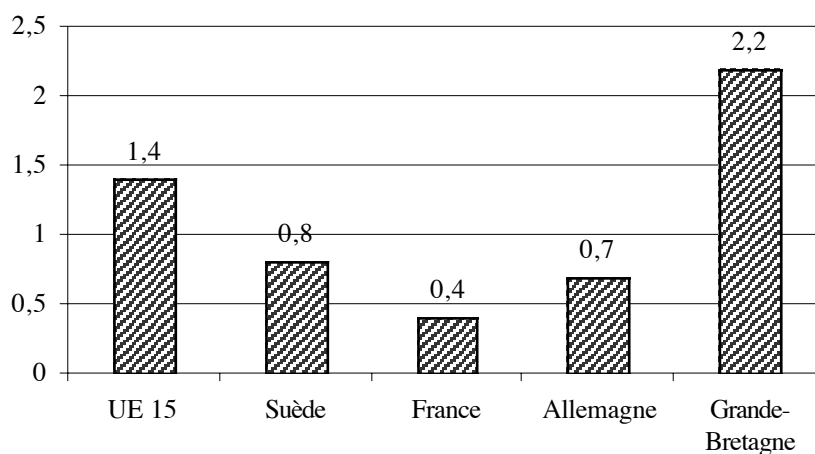
Taux d'emploi (15-64 ans) en 2000

Eurostat 2002



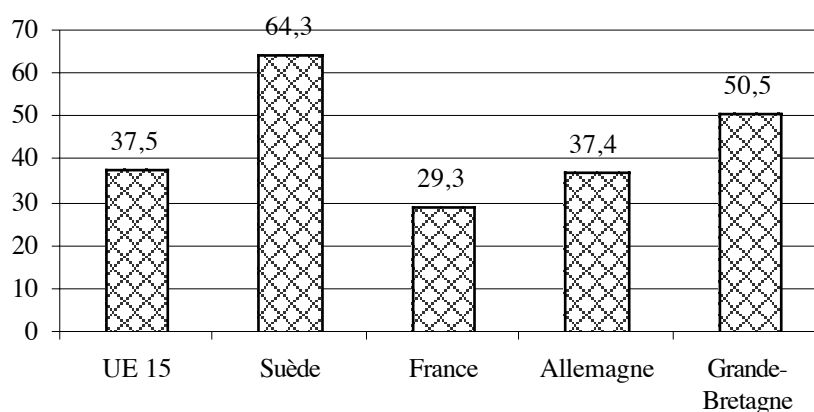
Croissance annuelle moyenne de l'emploi (1995-2000)

Eurostat 2002



Taux d'emploi des travailleurs âgés (55-64 ans) en 2000

Eurostat 2002



Proportion des jeunes de 15 à 24 ans au chômage en 2000

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
2000	7, 8	5, 5	7, 1	4, 6	8, 3
1999	8, 6	6, 6	8, 6	4, 7	8, 7
1994	10, 7	11, 7	10, 8	4, 8	11, 2

Eurostat 2002

Proportion des jeunes au chômage dans l'ensemble de la population active

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
2000	16, 2	11, 3	20, 1	9, 1	12, 8
<i>Hommes</i>	14, 9	10, 7	18, 1	9, 8	13, 8
<i>Femmes</i>	17, 6	11, 9	22, 3	8, 2	11, 5
1999	17, 9	13, 6	24, 3	9, 1	13, 2
1994	22	22	29, 2	8, 8	17

Eurostat 2002

Part des femmes et des hommes salariés ayant un contrat à durée déterminée en 2000 (%)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
Femmes	15	16, 5	15, 5	13	7, 5
Hommes	13	12	14, 5	12, 5	6

Eurostat 2002

Part des femmes et des hommes au chômage du fait de l'expiration de leur contrat temporaire en 2000 (%)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	G-B
Femmes	44	43	54	21	23
Hommes	38	32	53	17	17

Eurostat 2002

5 - FORMATION

Total des dépenses publiques consacrées à l'éducation en 1999 (en% du PIB)

UE 15	Suède	France	Allemagne	GB
5, 0	7, 7	5, 9	4, 7	4, 6

Eurostat 2002

Âge d'introduction de la première langue étrangère comme matière obligatoire (1999)

Suède	France	Allemagne	GB
7-10	11	10	11

Eurostat 2002

Répartition des élèves de l'enseignement primaire en fonction du nombre de langues étrangères étudiées en 2001 (%)

	UE 15	Suède	France
0	48, 3	38, 1	54, 7
1	50, 2	50, 8	45, 3
2+	1, 5	11, 1	0

Eurostat 2002

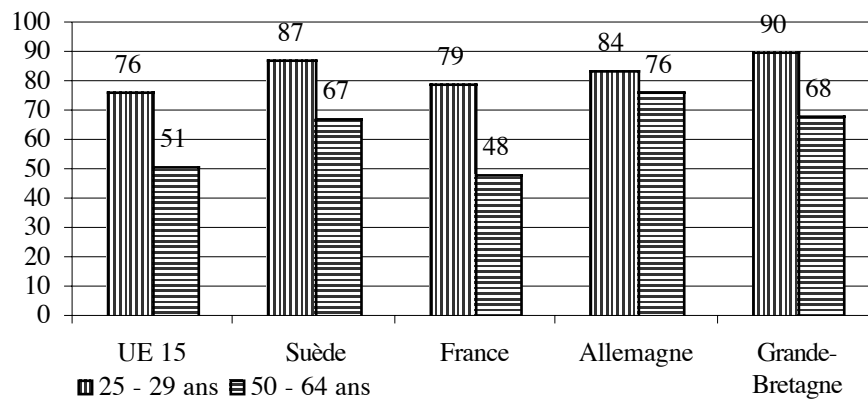
Éducation et formation tout au long de la vie : Pourcentage des 25-64 ans ayant pris part à des activités d'éducation ou de formation au cours des quatre dernières semaines (septembre 2001)

	UE 15	Suède	France	Allemagne	GB
Total 25-64 ans	8	22	3	5	21
25-34	14	28	7	13	25
35-44	8	23	2	5	23
45-54	6	19	1	3	19
55-64	3	14	0	1	13

Eurostat 2002

Pourcentage de la population ayant terminé au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, par tranche d'âge (2000).

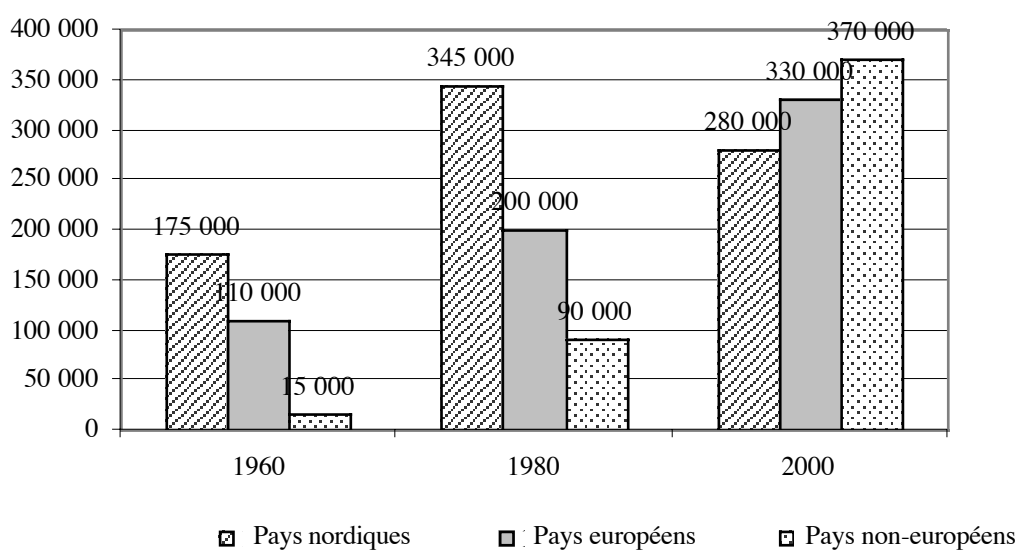
Eurostat 2002



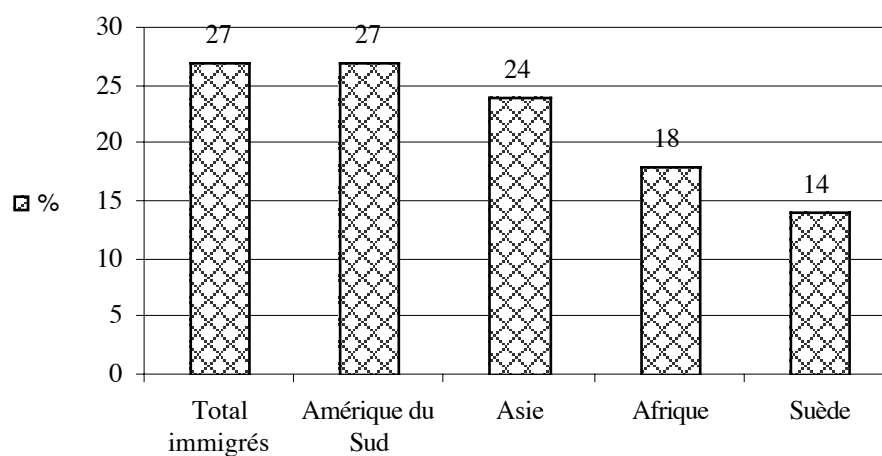
6 - IMMIGRATION

Source Tinbro 2002

Immigration par région d'origine



Diplômés de l'enseignement supérieur en fonction de la région d'origine (25-64 ans / Immigration en Suède entre 1995-1998)



Phénomène de ghettoïisation à Herrgarden (banlieue de Malmö)

